

BAD
102 milliards de dollars de financements accordés en dix ans

P 5

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La souveraineté semencière, un levier stratégique

Engagée dans une transformation profonde de son modèle agricole, l'Algérie met l'accent sur la souveraineté semencière comme levier stratégique. C'est dans cet esprit que le SIPSA-FILAHHA & AFRIKA FOOD EXPORT 2025 a accueilli, hier à la Safex (Alger), un panel consacré à la filière semencière de la pomme de terre. P 3



CONCOURS HUAWEI DES TIC **L'excellence des étudiants algériens mise en avant**

Dans une nouvelle prouesse témoignant du niveau remarquable des étudiants algériens dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, 14 étudiants algériens se sont distingués lors de la finale mondiale du concours Huawei ICT 2024-2025, qui s'est tenue à Shenzhen, en Chine. L'événement a réuni plus de 210 000 étudiants, issus de plus de 2 000 universités, représentant plus de 100 pays et régions à travers le monde.

P 2

LE PIB HORS HYDROCARBURES A AFFICHÉ UNE HAUSSE DE 5,0 % AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024

La diversification de l'économie nationale se consolide

L'économie algérienne poursuit sa trajectoire de croissance. Selon les dernières données publiées par l'Office national des statistiques (ONS), le Produit intérieur brut (PIB) a enregistré une progression significative de 4,2 % au quatrième trimestre 2024, contre 3,0 % à la même période en 2023. Ce dynamisme est porté par plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, les services, le commerce et les transports.

P 5

FORMATION AGRICOLE **Création de huit nouvelles spécialités**

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Oualid, a annoncé, hier depuis la wilaya d'El Oued, un projet de Centre nationale d'excellence dans le domaine de l'agriculture et la création de huit nouvelles spécialités.

P 3

PÉTROLE
Le Brent à plus de 65 dollars P 2

LE MINISTRE CAMEROUNAIS DE L'AGRICULTURE L'A SOULIGNÉ
« L'Algérie a franchi des étapes importantes » P 2

TRANSPORT
Remise en service de 11 trains «Coradia» avant l'Aïd Al-Adha P 5

CONCOURS HUAWEI DES TIC

L'excellence des étudiants algériens mise en avant

Dans une nouvelle prouesse témoignant du niveau remarquable des étudiants algériens dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, 14 étudiants algériens se sont distingués lors de la finale mondiale du concours Huawei ICT 2024-2025, qui s'est tenue à Shenzhen, en Chine. L'événement a réuni plus de 210 000 étudiants, issus de plus de 2 000 universités, représentant plus de 100 pays et régions à travers le monde.

Par Réda Hadi

Ces étudiants ont remporté quatre distinctions majeures lors de cette prestigieuse compétition. Lors de la cérémonie de distinction en l'honneur des lauréats, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, en présence de plusieurs membres du gouvernement, de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, de recteurs d'universités ainsi que du PDG de Huawei Algérie, a qualifié ce succès d'exceptionnel, soulignant que les étudiants algériens avaient décroché les premières places parmi plus de 200 000 participants issus de 114 pays. Ces lauréats, qui incarnent désormais l'Algérie nouvelle et victorieuse, constituent, a-t-il ajouté, « une valeur ajoutée à l'économie de la connaissance », d'autant plus qu'ils contribueront à concrétiser les objectifs du président de la République pour une Algérie émergente. Pour sa part, le ministre de la

Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a salué les réalisations de ces jeunes innovateurs, les qualifiant de « modèles pour la jeunesse algérienne ». De son côté, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, a assuré que « des efforts seront déployés pour transformer ces distinctions en start-up et en projets fructueux, à même de contribuer à la prospérité du pays ». À son tour, l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, a adressé ses chaleureuses félicitations aux étudiants algériens lauréats, soulignant que l'Algérie a su efficacement investir dans sa jeunesse innovante, capable de rivaliser avec des étudiants issus d'universités de renommée internationale. Les équipes algériennes se sont distinguées dans quatre catégories techniques : cloud, computing, réseaux et innovation. Catégorie Cloud : L'équipe algérienne, composée d'étudiants de l'École nationale supérieure d'informatique d'Alger et de l'ESI de Sidi

Bel Abbès, encadrée par des ingénieurs algériens, a remporté le Grand Prix. Catégorie Computing : Une autre équipe issue également de l'ESI Sidi Bel Abbès a remporté le Grand Prix. Catégorie Réseaux : L'équipe, formée d'étudiants de l'École supérieure des télécommunications d'Oran, de l'Université d'Alger 1 et de l'ESI Sidi Bel Abbès, a décroché le Premier Prix. Catégorie Innovation : L'Algérie a participé pour la première fois et a obtenu la troisième place grâce à un projet novateur dans les domaines de la fintech et de l'assurance, développé par des étudiants de différentes universités algériennes. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité ces étudiants pour leur mérite. En guise de reconnaissance, les lauréats lui ont offert la médaille du Grand Prix, saluant son accompagnement et son soutien constants à la jeunesse algérienne. Interrogée par la Radio nationale, Feriel Hassaine de l'entreprise Huawei a, elle aussi, souligné l'excellence algérienne qui s'affirme à

l'échelle mondiale, notant que les étudiants algériens continuent de se distinguer en remportant régulièrement les premiers prix de ce challenge annuel. « Il s'agit, essentiellement, a-t-elle précisé, d'un Grand Prix au concours des instructeurs, de deux Grands Prix en Cloud & Computing, d'un Grand Prix en Réseaux, et d'un Troisième Prix en Innovation. Cela témoigne d'une grande maîtrise des jeunes étudiants algériens, qui

Pétrole : le Brent à plus de 65 dollars

Les cours du pétrole progressent légèrement mardi, quelque peu soulagés par le report des menaces de Donald Trump d'imposer des droits de douane à l'Union européenne (UE). Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, grappillait vers midi 0,59% à 65,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,55% à 61,87 dollars. Selon les analystes, la résistance des prix de l'or noir s'explique par le "soulagement que la menace de nouveaux droits de douane américains contre l'UE ait été reportée pour le moment". Le président américain Donald Trump avait menacé vendredi dernier d'imposer des droits de douane de 50% aux importations européennes à partir du 1er juin, estimant que les négociations n'allaient "nulle part". De telles mesures auraient des répercussions sur l'économie européenne et mondiale, et donc sur la demande en brut. Mais le président américain a ensuite accepté, dimanche, de reporter la date de la mise en place de ces droits de douane jusqu'au 9 juillet après un appel téléphonique avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

PÉTROLE

Le ministre de l'énergie participe aujourd'hui aux réunions de l'Opep et de l'Opep+

Par R.E.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, prend part aujourd'hui, par visioconférence, aux importantes réunions ministérielles de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'alliance OPEP+, qui regroupe les pays membres de l'OPEP et leurs

partenaires producteurs de pétrole. À cette occasion, le ministre algérien participera à la 191e réunion de la Conférence de l'OPEP, un rendez-vous stratégique qui réunit les ministres des pays membres pour discuter des questions d'intérêt commun liées à la production pétrolière, aux prix du brut et à l'évolution du marché énergétique mondial, a précisé le ministre dans un communiqué. Arkab prendra également

part, au cours de cette même journée, à deux autres rencontres clés, à savoir la 60e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), chargé d'évaluer la conformité des pays signataires aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration de coopération et la 39e réunion ministérielle OPEP-non-OPEP (OPEP+), visant à coordonner les politiques de production entre les pays producteurs afin d'assurer la

stabilité du marché mondial. Ces rencontres visent à évaluer le respect par les pays signataires de la « Déclaration de coopération » des niveaux de production convenus, tout en analysant la situation actuelle du marché pétrolier mondial et en anticipant ses perspectives à court terme. Elles s'inscrivent dans le cadre des efforts collectifs visant à garantir la stabilité et l'équilibre du marché mondial du pétrole.

LE MINISTRE CAMEROUNAIS DE L'AGRICULTURE L'A SOULIGNÉ «L'Algérie a franchi des étapes importantes»

Par R.E.

Le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mberob, a salué, mardi à Blida, l'important développement atteint par le secteur agricole en Algérie, notamment grâce à l'usage des technologies modernes dans la production. «L'Algérie a franchi des étapes importantes dans la modernisation du secteur agricole, en recourant aux technologies modernes dans la culture et l'irrigation», a indiqué le ministre camerounais dans une déclaration à la presse en marge de

sa visite à la pépinière "Vitroplant", spécialisée dans la production de porte-greffes et d'arbres fruitiers à Beni Tamou, dans le cadre de sa visite de travail en Algérie.

Il a estimé que le développement du secteur agricole "compte parmi les défis majeurs à relever pour assurer la sécurité alimentaire, à travers l'exploitation des technologies modernes pour parvenir à une agriculture moderne", saluant les progrès significatifs accomplis par l'Algérie dans ce domaine. M. Mberob a, également, exprimé son admiration pour la compétence et le niveau de

l'équipe d'experts algériens supervisant cette entreprise, dont la capacité de production annuelle est de 25 millions de plants d'arbres fruitiers de différentes espèces et variétés, en plus des essences forestières, dont l'arganier. Il a, en outre, exprimé l'intérêt de son pays à tirer profit de l'expérience algérienne en matière d'intégration des technologies modernes dans le développement du secteur agricole, tant en termes d'équipements, de techniques ou de ressources humaines spécialisées. A noter que cette pépinière de production, fruit d'un partenariat algéro-italien, assure l'approvisionnement

du marché national en divers plants d'arbres fruitiers, et s'est lancée dernièrement dans l'exportation. Pour rappel, le ministre camerounais effectue une visite de travail de trois jours en Algérie, visant à renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays, et à échanger les expertises, notamment dans le domaine agricole. A cette occasion, le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural a procédé avec le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, à la signature d'un accord de coopération dans plusieurs domaines agricoles.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La souveraineté semencière, un levier stratégique

Engagée dans une transformation profonde de son modèle agricole, l'Algérie met l'accent sur la souveraineté semencière comme levier stratégique. C'est dans cet esprit que le SIPSA-FILHA & AFRIKA FOOD EXPORT 2025 a accueilli, hier à la Safex (Alger), un panel consacré à la filière semencière de la pomme de terre.

Par Mourad A.

L'événement a réuni de nombreux acteurs nationaux et internationaux autour d'une ambition partagée : bâtir une autonomie durable en semences de qualité. À cette occasion, la wilaya d'El Oued, véritable fer de lance de la production nationale de pomme de terre, a été mise à l'honneur, témoignant d'un dynamisme territorial en pleine croissance. La région d'El Oued n'a pas été choisie au hasard. En février 2024, cette wilaya avait accueilli un atelier régional fondateur, véritable point de départ d'un plan stratégique pour la relance de la production locale de semences. Depuis, les lignes bougent. « Nous voulons faire sortir l'école du laboratoire pour l'ancrer sur le terrain économique et social », a déclaré Salah Najah, membre du Groupe de réflexion Filaha innove (GRFI), insistant sur le rôle crucial de l'École supérieure d'agriculture saharienne dans la formation et l'innovation.

Avec 90 000 hectares de surface dédiée à la pomme de terre, une consommation nationale de 85 kg par habitant et une population projetée de 65 millions d'ici 2050, l'urgence est claire : il faudra augmenter la production de 55 %. Or, l'Algérie reste encore fortement dépendante de l'importation de semences, à hauteur

de 120 000 tonnes par an, en provenance principalement des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne.

Le panel a mis en lumière les percées technologiques en matière de micro-propagation in vitro, d'hydroponie et surtout d'aéroponie. Mme Amel Trabelsi, de Sagrodev, a présenté les résultats de ses laboratoires, soulignant que « la technologie locale, malgré ses coûts encore élevés, commence à rivaliser avec les standards internationaux ».

Une performance notable : 25 tubercules produits par plant via l'aéroponie en Algérie, contre une moyenne de 9 à 15 en Espagne ou en Argentine. De son côté, Mohammad Yaseen, General Manager de Techno Seeds (Jordanie), a évoqué les collaborations régionales en cours avec l'Algérie, l'Égypte, l'Inde et le Canada : « La souveraineté semencière est non seulement une ambition agricole, mais aussi une stratégie d'indépendance économique. L'expérience algérienne peut être un modèle dans la région ».

Un modèle en construction, des défis à surmonter

Le panel n'a pas éludé les obstacles : coût élevé de la technologie, structuration insuffisante de la filière, accès limité au financement et à la formation. « Il faut sortir de la spécialisation

excessive des cultures qui fragilise les systèmes de production », a alerté Salah Najah. L'expérience d'El Oued montre cependant qu'avec une approche intégrée (formation, logistique, innovation, coopération institutionnelle), les défis deviennent des leviers. Un comité de suivi interinstitutionnel a d'ailleurs été mis en place à la suite de l'atelier de février, réunissant universités, écoles, coopératives, entreprises et décideurs publics.

Ensemble, ils travaillent à une feuille de route opérationnelle pour que la production nationale de semences ne soit plus un rêve, mais une réalité. Au terme de cette matinée dense, le constat est partagé : il est temps d'investir pleinement dans la filière semencière, de miser sur la recherche locale, de soutenir les producteurs et d'articuler les efforts publics et privés. « Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est la concrétisation d'un rêve formulé il y a 30 ans lors de la coopération algéro-canadienne à Sétif », a rappelé une intervenante.

Un rêve qui, cette fois, pourrait bien prendre racine à El Oued, pour nourrir demain toute l'Algérie. Si les défis restent nombreux, les initiatives menées à El Oued et consolidées au SIPSA 2025 dessinent un nouveau modèle agricole. Un modèle basé sur l'innovation, la coopération et la résilience, au service d'une Algérie qui veut, enfin, cultiver son autonomie.

SIPSA-FILHA 2025

Plaidoyer pour une agriculture résiliente

Par Z R.

Le vice-président du Groupe de réflexion Filaha innove (GRFI), Brahim Zitouni a indiqué que l'agriculture résiliente doit reposer sur une diversification intelligente, une coopération solide, et une capacité d'adaptation permanente. Dans son allocution avant-hier à l'ouverture du 23^e salon international SIPSA-Filaha, Zitouni a souligné la fragilité des systèmes agricoles industriels, largement tributaires de la monoculture et de la recherche exclusive du rendement. « L'optimisation productiviste, héritage de la révolution industrielle, a affaibli notre lien à la terre et à ses cycles naturels », a-t-il insisté. En réponse à cette situation, Zitouni prône une agriculture intégrée et diversifiée, combinant par

exemple agroforesterie, cultures intercalaires et modèles oasiens modernisés. Il a même évoqué la possibilité de produire simultanément plusieurs céréales et légumineuses sur une même parcelle – une manière de renforcer la résilience génétique et écologique des exploitations.

Coopération et soutien aux petits agriculteurs

La solidarité, deuxième axe de son intervention, s'incarne selon lui dans une refondation des structures coopératives, indispensables pour mutualiser les ressources et faciliter l'accès aux équipements, aux financements et aux assurances. « Les petits agriculteurs constituent le socle sociologique de notre agriculture. Il faut leur offrir une mécanisation

adaptée et des dispositifs financiers souples », a-t-il plaidé, en appelant également à une implication plus forte des banques et des compagnies d'assurance dans le soutien à l'agriculture solidaire, insistant sur la nécessité de pérenniser les efforts à long terme dans une logique de développement durable.

Une vision panafricaine de la souveraineté alimentaire

Au-delà de l'Algérie, le Vice-président du GRFI inscrit son discours dans une dimension panafricaine. Il a rappelé la tenue, à Alger en mai 2024, d'une conférence panafricaine sur la question alimentaire, et a annoncé une deuxième édition en préparation. L'objectif : fédérer les efforts du continent autour de la souve-

raineté alimentaire, conçue comme un levier de paix, de prospérité partagée et de coopération régionale. Dans cette dynamique, le Groupe de Réflexion (GRFI) prévoit une série de forums thématiques en 2025, axés sur la transformation industrielle, la valorisation des cultures sahariennes, les applications agro-industrielles, l'agriculture écologique et la pisciculture durable.

En conclusion, Brahim Zitouni a invité l'ensemble des acteurs présents – agriculteurs, chercheurs, entreprises, institutions – à s'inscrire dans cette vision collective, pragmatique et solidaire, qu'il résume en une formule forte : « rusticité, polyvalence, solidarité ». Une devise qui entend guider la transformation profonde de l'agriculture algérienne et africaine dans les années à venir.

GHARDAÏA

Une moisson de plus de 98.000 quintaux de blé dur attendue cette saison

Par R E.

Une moisson de plus de 98.000 quintaux de blé dur est attendue dans la wilaya de Ghardaïa, au terme de la campagne moisson-battage 2024/2025, lancée officiellement ce mardi, ont annoncé les responsables de la Direction des services agricoles (DSA). Une superficie totale de 1.951 hectares irrigués sous pivots, sur une surface agricole utile (SAU) de 26.619 ha, a été consacrée à la céréaliculture, et les superficies emblavées ont été consacrées au blé dur, dont une partie à la semence,

a précisé le DSA, Sid Ahmed Melahi. Un rendement moyen de près de 50 Qx/ha est attendu pour cette campagne, a-t-il ajouté en signalant que l'ensemble de la production sera collectée par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Laghouat. La production céréalière attendue sera en hausse par rapport à la saison dernière qui avait donné lieu à une moisson de 60.000 QX, a estimé le DSA, en faisant savoir que la disponibilité des semences et le suivi des itinéraires techniques des cultures céréalières, par les services phytosanitaires dans le cadre de la vulgarisation agricole,

expliquent ces prévisions "optimistes". Le coup d'envoi de la campagne moisson-battage a été donné par le wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar, au niveau d'un périmètre agricole de 230 ha situé au lieu-dit Oudey Ahmed Belaid, dans la localité de Mansoura (74 km au sud de Ghardaïa). Les superficies emblavées sous pivots sont pour la plupart situées dans les régions de Métlili, Seb-Seb, Mansoura et Guerrara. Selon le rapport d'évaluation de cette campagne céréalière, notamment le désherbage et la fertilisation de la superficie emblavée, l'état végétatif de la production céréalière est

jugé "bon" pour l'ensemble des surfaces ciblées, a indiqué, de son côté, le directeur de la CCLS-Laghouat, Rachid Hadjadi. Des moyens conséquents sont mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne, dont des moissonneuses à sac et bac, et des camions de transport appartenant à la CCLS, a-t-il ajouté. Huit (8) centres de proximité de stockage des céréales sont en cours de finalisation à travers la wilaya pour accueillir la production céréalière en cours, et seront réceptionnés durant le mois de juin au fur et à mesure de leur achèvement, selon les services de la DSA.

FORMATION AGRICOLE Création de huit nouvelles spécialités

Par S R.

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Oualid, a annoncé, hier depuis la wilaya d'El Oued, un projet de Centre nationale d'excellence dans le domaine de l'agriculture et la création de huit nouvelles spécialités.

Selon un communiqué du ministère, le ministre a visité l'Institut National Spécialisé de Formation Professionnelle (INSFP) et s'est enquis de ses différentes infrastructures pédagogiques. Il a également visité une exposition à l'échelle de la wilaya présentant des produits réalisés par les stagiaires dans diverses spécialités, illustrant ainsi concrètement l'aspect pratique de la formation.

Depuis cet institut, le ministre a annoncé le projet de sa transformation en un Centre National d'Excellence dans le domaine de l'agriculture, ainsi qu'un ensemble de mesures, notamment le lancement de 8 nouvelles spécialités agricoles dès la prochaine rentrée professionnelle, en réponse aux besoins du marché et en vue de renforcer les spécialités à forte valeur ajoutée. Ce programme comprend également le doublement du nombre de stagiaires dans le domaine agricole, reflétant ainsi la volonté d'élargir la base de la formation dans ce secteur stratégique.

Le ministre a aussi dévoilé de nouveaux mécanismes d'accompagnement pour les porteurs de projets issus de la formation professionnelle, à travers un encadrement et un soutien adaptés pour transformer leurs compétences en projets concrets et réussis. Dans le contexte de l'évolution technologique, il a souligné que le secteur a engagé un processus de modernisation globale de l'équipement technico-pédagogique, avec l'acquisition de matériels modernes permettant aux apprenants de se familiariser avec les dernières innovations dans les métiers agricoles.

M. le ministre a clôturé sa visite en se rendant à l'Institut National Spécialisé de Formation Professionnelle « Chahid El Amra Bachir », où il a rencontré plusieurs enseignants du secteur et a écouté leurs préoccupations et aspirations. Il a rassuré les travailleurs du secteur quant à l'avenir prometteur qui les attend, les invitant à faire preuve d'optimisme et d'esprit de collaboration, et à œuvrer ensemble pour hisser la formation professionnelle à des niveaux supérieurs.

TRAVAUX PUBLICS

Mise en service du dédoublement de la RN 21 entre Annaba et l'autoroute Est-ouest

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhouk, a présidé, lundi à Annaba, la cérémonie de mise en service du dédoublement de la route nationale (RN) n° 21 dans son tronçon reliant, sur 18 km, le chef-lieu de wilaya à l'autoroute Est-Ouest. Le dédoublement de la RN 21 à partir de l'entrée de l'autoroute Est-ouest, à hauteur de l'échangeur d'Ain Berda jusqu'à la commune d'El Hadjar, sur un linéaire de 18 km, constitue "une deuxième option pour relier Annaba à l'autoroute, et revêt une grande importance économique et commerciale du fait qu'elle relie le port et l'aéroport international d'Annaba à l'autoroute Est-ouest, tout en contribuant à absorber le trafic automobile à l'entrée d'Annaba", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya. Selon la fiche technique de ce projet doté d'une enveloppe de 2,5 milliards de dinars, le délai de réalisation des travaux de dédoublement, lancés "au cours du premier semestre de l'année 2024, initialement fixé à 16 mois, a été ramené à 12 mois". Plus de 35.000 véhicules transitent quotidiennement par ce tronçon, ce qui a nécessité l'accélération des travaux de dédoublement, réalisés en conformité avec les dernières normes en matière de sécurité et d'ingénierie routières, a affirmé M. Rekhouk, ajoutant que le projet vise à "améliorer la fluidité du trafic, à élever le niveau de sécurité et à faciliter la liaison entre Annaba et le reste des wilayas de l'Est du pays à la lumière de l'essor industriel et économique que connaît la région".

ALGÉRIE -CAMEROUN

Signature d'une convention de coopération couvrant plusieurs domaines

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a signé, lundi à Alger, une convention de coopération avec son homologue camerounais, couvrant plusieurs domaines du secteur, a indiqué un communiqué du ministère. Cette convention intervient dans le cadre d'une visite de travail de trois jours en Algérie du ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, qui a été reçu par son homologue algérien, Youcef Cherfa. Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue les stratégies adop-

tées dans leurs pays respectifs pour le développement du secteur agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire, et évoqué les potentialités disponibles et les moyens de renforcer la coopération et l'échange d'expertise dans différents domaines : mécanisation agricole, irrigation, production de semences, technologies agricoles et intensification des échanges commerciaux, notamment à travers l'exportation. L'expérience algérienne en matière de recensement agricole a également été évoquée. Dans ce cadre, les deux ministres ont signé une convention-cadre de

coopération couvrant la production agricole, la santé vétérinaire, la recherche scientifique, la lutte contre la désertification et la préservation des ressources naturelles, selon le communiqué. Le ministre camerounais a participé à l'inauguration de la 23e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (SIPSA FILAHA), organisée au Palais des expositions. Il effectuera également des visites de terrain pour s'enquérir de l'expérience algérienne dans le domaine agricole.

ASSEMBLÉES DE LA BAD

Plus de 300 milliards USD nécessaires pour l'Agenda 2063 de l'UA

Plus de 300 milliards de dollars doivent être mobilisés avec l'appui de divers partenaires pour atteindre les objectifs de développement inscrits dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), ont indiqué lundi des participants à une rencontre organisée en marge des assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), à Abidjan. Intervenant lors d'une conférence sur le thème "Le deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063, une opportunité de valorisation et de financement du capital de l'Afrique", plusieurs hauts responsables africains ont souligné les défis, notamment financiers, à relever pour la réalisation de

cette feuille de route continentale. La secrétaire exécutive de l'Agence de développement de l'Union africaine, Nardos Bekele-Thomas, a indiqué que "cet agenda stratégique, visant un développement socio-économique inclusif et durable, nécessite un financement de l'ordre de 300 milliards de dollars, auquel devront contribuer diverses institutions et partenaires internationaux". Elle a rappelé que l'Agenda 2063 ambitionne de faire de l'Afrique un continent "uni, prospère et pacifique, capable de peser sur la scène mondiale", appelant à l'engagement de l'ensemble des acteurs africains et des partenaires au développement, ainsi qu'à un appui financier et technique

adapté. Mme Bekele-Thomas a également plaidé pour l'intégration des objectifs de l'Agenda 2063 dans les plans nationaux assortis de budgets spécifiques et de mécanismes de suivi. De son côté, le secrétaire général adjoint des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Claver Gatete, a évoqué l'impact des catastrophes climatiques, qui érodent jusqu'à 5 % du PIB africain chaque année, ainsi que la problématique de la dette extérieure, qui dépasse désormais 1.000 milliards de dollars, limitant, selon lui, la capacité des Etats à investir dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et les infrastructures.

OMS

Vers le renforcement d'une riposte mondiale aux effets de la pollution de l'air sur la santé

Les Etats membres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont approuvé lundi, une feuille de route actualisée pour une riposte mondiale renforcée, aux effets néfastes de la pollution atmosphérique sur la santé, réaffirmant leur engagement à protéger les populations contre le plus grand risque environnemental pour la santé au monde. Approuvée lors de la 78e Assemblée mondiale de la santé, la feuille de route actualisée fixe le premier objectif volontaire visant à réduire de moitié, les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique d'ici 2040 grâce à une surveillance améliorée, une synthèse des connaissances, un renforcement des capacités institutionnelles et un leadership mondial, selon l'OMS. Elle fournit des orientations pratiques aux autorités sanitaires pour plaider en

faveur d'un air pur, éclairer les politiques et protéger les populations, en particulier les plus exposées. Avec cette nouvelle résolution, l'OMS et ses Etats membres s'engagent également à intensifier leurs actions pour surveiller, prévenir et atténuer les effets de la pollution atmosphérique sur la santé. Cette décision représente une étape cruciale vers un air plus pur, des vies plus saines et une accélération des progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Aujourd'hui, 99 % de la population mondiale respire un air qui ne respecte pas les recommandations de l'OMS en matière de qualité de l'air, déplore l'Agence sanitaire onusienne, soulignant que le fardeau sanitaire de la pollution atmosphérique pèse de manière disproportionnée sur les populations vulnérables et marginalisées.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mai 2025

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
	DA / Kg		دج / كغ		
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	65	72	58	البطاطا
	Tomate	74	86	62	الطماطم
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف
	Ail vert	136	154	118	الثوم الخضراء
	Carotte	82	91	73	الجزر
	Navet	91	101	82	لفت
	Petit pois	186	205	167	الجبانة
	Fève verte	95	105	84	الفول الاخضر
	Courgette	75	85	65	الكوسة
	Haricot vert	179	198	160	الفاصولياء الخضراء
Laitue	110	123	97	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	439	514	364	التفاح المحلي
	Datte	549	682	416	التمر
	Banane	417	424	409	الموز
	Fraise	284	323	244	الفراولة
	Melon	146	163	129	البطيخ الاصفر
Pastèque	91	104	78	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1897	1614	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	379	391	367	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Closure	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,73	-0,66	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1420,00	0,35	0,57	1,06	0,00	-	145	205 900,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	2,88	6,71	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	21609	49 700 700,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,54	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,19	-4,56	2,03	-	0	0,00

LE PIB HORS HYDROCARBURES A AFFICHÉ UNE HAUSSE DE 5,0 % AU 4^e TRIMESTRE 2024

La diversification de l'économie nationale se consolide

L'économie algérienne poursuit sa trajectoire de croissance. Selon les dernières données publiées par l'Office national des statistiques (ONS), le Produit intérieur brut (PIB) a enregistré une progression significative de 4,2 % au quatrième trimestre 2024, contre 3,0 % à la même période en 2023. Ce dynamisme est porté par plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, les services, le commerce et les transports.

Par Sirine R

La performance économique est encore plus notable si l'on exclut les hydrocarbures : le PIB hors hydrocarbures a affiché une hausse de 5,0 %, contre 4,4 % une année auparavant. Ce chiffre témoigne des efforts de diversification engagés par le gouvernement pour sortir de la dépendance aux recettes énergétiques.

Avec une croissance de 5,2 % au dernier trimestre 2024, l'agriculture confirme son rôle moteur. En rythme annuel, le secteur a progressé de 5,1 %, contre 2,9 % en 2023, illustrant une nette amélioration des performances agricoles, probablement soutenues par de meilleures conditions climatiques et des politiques de soutien renforcées. En outre, le secteur industriel a

enregistré une hausse de 5,3 % au quatrième trimestre, stimulée par plusieurs branches dynamiques, notamment l'industrie alimentaire et du tabac (+5,0 %) ; le textile, l'habillement et les fourrures (+7,7 %) ; le bois et papier (+7,5 %) et le matériel informatique et les machines de bureau (+12,1 %). Ces performances traduisent une reprise industrielle axée sur la transformation locale et les biens d'équipement.

Les services ont contribué significativement, de leur côté, à la croissance, avec une progression de 4,8 % au quatrième trimestre. Le commerce (+7,0 %) et les transports et communications (+5,6 %) en sont les principaux moteurs, soutenus par une consommation intérieure dynamique.

Par ailleurs, la consommation finale des ménages a augmenté de

4,6 %, confirmant le retour de la confiance des citoyens dans l'économie. Parallèlement, l'investissement (Formation brute de capital fixe - FBCF) a progressé de 6,8 %, poursuivant la tendance haussière observée ces dernières années, même si son rythme ralentit par rapport à 2023.

Une croissance consolidée

Contrairement aux autres secteurs, les hydrocarbures ont connu une légère baisse de 0,5 %, due à la diminution de l'extraction. Néanmoins, la tendance est moins négative qu'en 2023, laissant entrevoir une possible stabilisation. Les activités de raffinage affichent une croissance modérée (+1,7 %), contribuant à atténuer le recul global du secteur.

En cumulé, la croissance économique de l'année 2024 s'établit à

3,6 %, tandis que celle hors hydrocarbures atteint 4,8 %. En valeur, le PIB a atteint 35 788,5 milliards de dinars (environ 267 milliards de dollars), confirmant la résilience de l'économie nationale.

Cette dynamique encourageante devrait inciter les autorités à poursuivre les réformes structurelles et à intensifier les efforts d'industrialisation, dans un contexte mondial incertain mais porteur d'opportunités pour les économies émergentes comme celle de l'Algérie.

Commerce extérieur : ralentissement des exportations

S'agissant du commerce extérieur, la note de l'ONS indique que les importations de biens et services ont affiché, au quatrième trimestre 2024, une augmenta-

tion en volume de 12,2 %, contre 29,2 % à la même période en 2023. Cette variation est en grande partie attribuable à la hausse des importations de biens, qui ont progressé de 13,5 %, contre 33,0 % au même trimestre l'année précédente. En revanche, les importations de services n'ont progressé que de 1,9 %, contre 4,6 % un an plus tôt.

Quant aux exportations, elles ont diminué de 1,5 %, contre une légère hausse de 0,3 % enregistrée durant la même période de l'année précédente. Les exportations d'hydrocarbures ont reculé de 0,2 %, un repli moins important que celui de 2,6 % enregistré en 2023. Les exportations des autres biens ont chuté de 15,3 %. Seules les exportations de services ont progressé de 3,0 %, après une hausse de 6,2 % à la même période en 2023.

BAD

102 milliards de dollars de financements accordés en dix ans

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a fourni au cours des dix dernières années un total de 102 milliards de dollars de financements à l'Afrique, a annoncé mardi à Abidjan, son président, Akinwumi Adesina, assurant que cette institution a apporté un soutien "massif" aux différents projets du continent dans divers domaines, allant de l'infrastructure aux projets d'électrification et de sécurité alimentaire. Dans un discours prononcé lors de la séance du dialogue présidentiel, dans le cadre des Assemblées annuelles de la BAD, M.

Adesina a affirmé que la banque est devenue ces dix dernières années "un accélérateur du développement de l'Afrique" et avait fourni un total de 102 milliards de dollars d'aide à l'Afrique, soit 46 % de l'ensemble de ses financements depuis sa création en 1964. La BAD a mobilisé, ces dix dernières années, plus de 55 milliards de dollars pour soutenir les infrastructures (routes, voies ferrées, aéroports, ports maritimes, systèmes numériques et de communications, de santé, d'eau et d'assainissement), a-t-il fait savoir. Au cours de la

dernière décennie, le travail de la BAD a eu un impact sur la vie de 565 millions de personnes, a-t-il mentionné en expliquant que les projets soutenus s'inscrivent dans la réalisation des cinq objectifs majeurs de l'institution panafricaine, désignés sous l'appellation "High 5" : éclairer et alimenter l'Afrique en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations africaines. La BAD a "fortement soutenu l'agriculture africaine en renforçant ses capacités de production permettant à 104 millions

d'Africains d'atteindre la sécurité alimentaire et à 13 millions d'agriculteurs d'accéder à des technologies agricoles améliorées", selon son président. En faveur des jeunes et des femmes, le programme de la BAD pour l'action positive en matière de financement des femmes en Afrique (AFAWA) a approuvé 2,5 milliards de dollars pour soutenir plus de 24.000 entreprises dirigées par des femmes africaines. Il est à rappeler que la mobilisation du capital africain au service du développement était au cœur du dialogue présidentiel tenu mardi à Abidjan (Côte d'Ivoire),

dans le cadre des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), avec la participation de l'Algérie. Les travaux de ce dialogue ont été présidés par Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire, pays hôte de cet événement, en présence de plusieurs délégations officielles dont des chefs d'Etat et de gouvernement africains et des ministres des Finances des pays membres du groupe de la BAD. L'Algérie y est représentée par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, à la tête d'une importante délégation de son département.

TRANSPORT

Remise en service de 11 trains «Coradia» avant l'Aïd Al-Adha

Par R E.

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a souligné les efforts déployés par son secteur pour améliorer le niveau de performance dans les différents modes de transport. Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie de livraison du premier lot de véhicules de marque Fiat, fabriqués localement et destinés aux chauffeurs de taxi, le ministre a révélé, dans ce cadre, la remise en service de 11 trains "Coradia" après une période d'arrêt. Cette opération interviendra avant l'Aïd al-Adha, pour lequel un programme spécial sera mis en place afin de répondre à la forte de-

mande des citoyens à l'occasion de cette fête religieuse.

Par ailleurs, il a réaffirmé l'engagement de son secteur à créer, « dans un avenir proche », une compagnie aérienne dédiée au transport domestique, filiale d'Air Algérie, conformément à la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

S'agissant du renouvellement de la flotte de transport par bus, le ministre a indiqué qu'elle sera renforcée dans les wilayas de Constantine, Annaba et Oran, avec 104 nouveaux bus actuellement en cours de fabrication au niveau des unités relevant du secteur des industries militaires. Il a également souligné la possibilité d'approvisionner

d'autres wilayas à travers d'autres unités de production. Concernant l'opération de livraison du premier lot de véhicules de marque Fiat fabriqués localement, celle-ci s'inscrit dans le cadre de la convention signée entre le Syndicat national des taxis et transporteurs (SNTT) et la société Stellantis Algérie, qui prévoit la fourniture de 50 véhicules par mois de la marque italienne. M. Sayoud a affirmé que cette initiative illustre l'engagement du secteur à renouveler le parc national des taxis, à apporter des solutions aux difficultés rencontrées par les transporteurs, notamment liées à l'ancienneté de leurs véhicules, et à améliorer la qualité du service public de transport.

De son côté, le secrétaire général du SNTT, M. Sid Ali Aït El-Hocine, a précisé que ce premier lot, composé de 50 véhicules de type "Doblo", est destiné à renforcer le transport par taxi au niveau des aéroports, des gares routières et des ports. Il a également précisé que les chauffeurs souhaitant bénéficier de cette convention, signée le 27 avril dernier, doivent se rapprocher des sections syndicales concernées. Enfin, le secrétaire général a annoncé la préparation d'une convention avec la Banque de Développement Local (BDL), afin de permettre aux chauffeurs de taxi de bénéficier d'un prêt conforme au financement islamique pour l'acquisition de leur véhicule.

OUM EL BOUAGHI

Plus de 330 millions DA pour l'acquisition d'équipements de radiologie pour les établissements publics de santé

Une enveloppe financière de 330 millions DA a été octroyée à l'acquisition d'équipements de radiologie au profit des établissements publics de santé de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la santé.

Il s'agit d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) destiné à au nouvel Etablissement public hospitalier "Mustapha Benboulaïd" d'Ain M'lila, d'un scanner pour l'hôpital "Salah Zerdani" d'Ain Beida et six appareils de radiologie par rayons X et autres numériques à remettre à plusieurs établissements sanitaires, a précisé à l'APS Souheil Belhatem, inspecteur en santé publique de la même direction.

Selon le même cadre, l'acquisition sur budget du secteur local de la santé de ces équipements médicaux sera effectuée au cours de cette année 2025.

M. Belhatem a rappelé la récente dotation en équipements médicaux spéciaux des unités de dépistage précoce du cancer du col utérin de plusieurs établissements hospitaliers de la wilaya.

TIZI-OUZOU

Remise en service bientôt de deux structures hôtelières à Tala Guilef

La station climatique de Tala Guilef, située dans la commune de Boghni au sud-ouest de Tizi-Ouzou, s'apprête à renforcer son offre d'hébergement touristique avec la prochaine remise en service de deux structures hôtelières, El Arz Resort et El Arz Cosy, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

L'inauguration des deux structures qui ont fait l'objet de travaux de réhabilitation et de modernisation est prévue "dans les tous prochains jours", selon la cellule de communication de la wilaya, qui a fait savoir que le wali de Tizi-Ouzou, Aboubaker Seddik Boucetta, a effectué, hier dimanche, une visite d'inspection des deux projets.

Les deux établissements, dont les travaux sont achevés à 100%, s'ajouteront à l'hôtel El Arz, également réhabilité et modernisé et entré en exploitation depuis le début de l'année dernière (2024). L'établissement

tout comme le reste de la station, avait été fermé en 1995 suite à son saccage par des terroristes.

El Arz Resort, qui était connu sous le nom de "Centre animé", propose 21 chambres simples et 9 chambres doubles. Il est également doté d'une salle de conférences, d'une salle de réunions, d'une salle de sport et d'un restaurant.

De son côté, El Arz Cosy, auparavant désigné comme "hôtel village", offre 47 chambres simples et 28 chambres doubles, ainsi qu'un restaurant.

Ces nouvelles infrastructures viennent

"compléter l'offre existante de l'hôtel El Arz inauguré en janvier 2024, situé dans la partie supérieure de la station climatique, qui dispose de 39 chambres simples et de 3 suites", a-t-on rappelé.

"L'ensemble de ces infrastructures de la station climatique de Tala Guilef, située à 1.600 m d'altitude dans la chaîne de montagnes du Djurdjura et offrant une vue imprenable sur une vaste forêt de cèdres et des paysages pittoresques, vise à relancer le tourisme de montagne dans la région qui reste une destination prisée par les touristes locaux et étrangers", a-t-on indiqué.

ALGER

L'hôpital Salim-Zemirli se dote de nouveaux équipements modernes et d'un bloc pédagogique

L'hôpital Salim-Zemirli d'El-Harrach (Alger) s'est doté, lundi, de nouveaux équipements modernes (IRM et scanner) et d'un bloc pédagogique, inaugurés par le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'inauguration du bloc pédagogique et des nouveaux équipements, M. Saihi a indiqué que l'Etat "n'a ménagé aucun effort au service des citoyens, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le domaine de

la santé".

Il a précisé que l'ouverture du bloc pédagogique, qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à améliorer la qualité de la formation médicale et académique des étudiants et médecins résidents, "a vocation à renforcer la complémentarité entre les aspects théorique et pratique et à soutenir la recherche scientifique à travers l'accueil de conférences scientifiques et de séminaires spécialisés, à même de contribuer au développement des compétences médicales et de favoriser

l'échange d'expertises aux niveaux local et international".

Les nouveaux équipements (IRM et scanner) mis en service permettront d'améliorer les prestations de santé et la qualité du diagnostic médical dans cet Etablissement hospitalier spécialisé (EHS), a ajouté le ministre.

Il a, à ce propos, rappelé que l'hôpital Salim-Zemirli, inauguré en 1988, était initialement dédié à la prise en charge des urgences, avant de se développer et d'étendre ses spécialités, évoquant des projets futurs en matière de recherche et de for-

mation pour améliorer les services de santé au sein de cet établissement.

Dans le même contexte, M. Saihi a fait savoir que le système de santé en Algérie verra bientôt la mise en service de plusieurs nouvelles structures de santé qui permettront d'alléger la pression sur l'hôpital Salim-Zemirli, citant, entre autres, les hôpitaux de Baraki, de Khechma El Khechma et de Boudouaou (d'une capacité de 120 lits chacun) et les hôpitaux de Réghaïa (180 lits) et de Boumerdes (240 lits).

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus 200 hectares à cultiver en tournesol

Les services agricoles de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont prévu de consacrer une superficie de plus de 200 hectares à la culture du tournesol au titre de la saison agricole 2024-2025, apprend-on lundi auprès de ces services. Dans une déclaration à l'APS, Abdelmadjid Seghiri,

chef du service de régulation et de la production et de soutien technique à la direction du secteur, a indiqué que l'opération a été lancée "dernièrement" sur 4 hectares d'une exploitation agricole de la commune de Ras El Oued au titre d'une première expérience locale rentrant dans le cadre

d'un programme national ciblant la culture en tournesol de 60.000 hectares dont 35.000 hectares au Sud du pays et 25.000 hectares au Nord. Les agriculteurs investisseurs impliqués dans cette opération obtiendront un soutien de 50 % du coût des fertilisants et, après récolte, une prime de

3.000 DA pour chaque quintal produit, a précisé la même source ajoutant que la direction locale des services agricoles (DSA) veillent à assurer un suivi technique continu depuis les semences à la récolte à travers le contrôle des diverses phases de croissance et la lutte contre les mau-

vaises herbes. La culture du tournesol, a souligné la même source, s'inscrit dans le cadre de la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'encouragement des cultures stratégiques dont celle des oléagineux en vue d'assurer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance.

BATNA

Journée d'information sur «les mesures d'encouragement pour soutenir et promouvoir l'emploi»

Les mesures d'encouragement pour soutenir et promouvoir l'emploi ont constitué lundi le thème d'une journée d'information organisée dans la ville de Batna en présence du directeur général de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), Mahieddine Ouagnouni. Intervenant durant cette rencontre, tenue au siège de l'agence locale CNAC à la cité "La verdure" du centre-ville de Batna, M. Ouagnouni a inscrit l'initiative "dans le cadre des efforts de l'Etat

pour promouvoir l'emploi et accompagner les entreprises économiques par des mécanismes incitatifs dont la loi 06-21 qui constitue un des fondements importants de la politique nationale d'emploi et de développement durable".

La rencontre, a-t-il souligné, vise à présenter les mesures incitatives d'appui à la promotion de l'emploi prévues par cette loi parue en date du 11 décembre 2006 visant la promotion de l'emploi, notamment dans le secteur

économique public et privé à travers une série de facilités et avantages mise en œuvre par la CNAC.

Cette loi est venue également, a-t-il noté, consolider la coordination entre les acteurs locaux et nationaux, rapprocher l'information des opérateurs économiques et leur permettre de bénéficier des avantages et mécanismes de soutien et d'accompagnement pour atteindre les objectifs voulus.

M. Ouagnouni a relevé qu'en application des recommandations du minis-

tère de tutelle, il a été procédé à la rénovation du site électronique de la CNAC et la création d'une plateforme pour faciliter la simulation aux opérateurs économiques ainsi que leur accès aux avantages accordés sans avoir à se déplacer aux agences CNAC.

La rencontre tenue en présence des acteurs du secteur de l'emploi a donné lieu à la présentation des mesures d'encouragement et incitatives prévues dans la loi 06-21

Se réappropriier le cours du monde : progresser dans l'interdépendance

Une réappropriation du cours des choses suppose une disponibilité au monde, une insertion appropriée de lui en nous et de nous en lui, nous permettant de bien aller avec. Cela suppose de nouveaux rapports entre la société et sa diaspora et par-delà entre la société et le monde, et dans la société, entre le public et le privé d'une part, le travail, le savoir et la richesse d'autre part, faisant que les forces du monde passent dans celles de la société.

6^e partie et fin

DERGUINI Arezki (*)

En guise de conclusion

L'expérience postcoloniale est une expérience bousculée. On ne peut pas parler de transmission, celle-ci suppose une expérience stabilisée. Entre l'expérience des anciens et la pratique des nouvelles générations, un hiatus s'est formé. En même temps que s'achevait une expérience, une nouvelle radicalement différente démarrait. Un tel hiatus date du choc colonial, de la mise en rapport de deux sociétés radicalement hétérogènes. La période postcoloniale ne l'a pas comblé. Les deux sociétés continuent de s'exclure sans le savoir et par moments s'affrontent ouvertement. Notre relation au monde est trouble. Les anciens n'ont pas poussé les jeunes à s'appropriier le monde, ils ont voulu les en protéger. Aussi la société prête-t-elle le flanc au monde au lieu de l'embrasser. Nous sommes pris par un monde que nous craignons de prendre. C'est en se saisissant de l'esprit du temps que la jeunesse pourra revenir sur l'expérience de ses aînés et de ses ancêtres, s'approprier ce qui en fera sa force et se défaire de ce qui peut en faire la faiblesse. De mon expérience bousculée d'enseignant, j'ai pu observer que l'on transmet plus sûrement ses défauts que ses qualités.

Les unes ne vont jamais sans les autres. Les qualités doivent être suffisamment fortes pour subsister et faire oublier les défauts. Les qualités qui ne pourront pas subsister laisseront la place aux défauts qui s'accumuleront jusqu'à ne plus tenir. Ce qui peut protéger la jeunesse de ses erreurs, faire de son droit à l'erreur un réel bénéfice, c'est une expérimentation large et diversifiée qui permette à chacun d'apprendre de ses erreurs, mais aussi de ses proches et de ses voisins. Notre société longtemps de civilisation orale ne peut bénéficier des avantages des sociétés de civilisation écrite pour se reposer de manière constante sur son histoire pour se réinterpréter. Elle a besoin de se penser en s'appuyant sur l'histoire des civilisations écrites. Ignorer leur histoire, c'est un peu la refaire sans le savoir et pouvoir le faire. Connaître leur histoire, emprunter et éprouver leurs gestes et conserver cet esprit farouche d'indépendance que nul ne peut nous contester. Il faut compter sur la foi de la jeunesse, son énergie et son désir d'apprendre et d'égaliser. C'est là une ressource inégalable, si la jeunesse ne méprise pas les ressources disponibles de l'expérience des civilisations écrites. Les préoccupations des jeunes sociétés et celles vieillissantes ne sont pas comparables, les unes se préoccupent de construire un récit national, les autres de s'appropriier le monde. Compatibles, les préoccupations unissent ; disparates, elles séparent.

L'humanité vit enveloppée dans le mensonge, dans le déni de réalité et va dans la surenchère. Sa relation au monde se dégrade, le cours des choses lui échappe et se retourne contre elle. Elle prend la direction d'une impérialisation/vassalisation brutale.

Dans un récent livre, l'art de la paix, Bertrand Badie [14], professeur de relations internationales, s'efforce de sortir de la dialectique occidentale de la guerre et de la paix, de libérer la paix de la guerre, mais il n'en sort pas vraiment. Il ne rejette pas la dichotomie de la paix et de la guerre, il veut soustraire la paix à la sujétion de la guerre. Il relève que la pensée occidentale a, de son histoire, fait dériver la paix de la guerre, ce qu'elle continue de faire sans se rendre compte que la guerre ne conduit plus à la paix. Il voudrait séparer l'art de la paix de l'art de la guerre, voudrait substituer l'art de la paix à celui de la guerre et ne voit pas qu'ils se complètent. Que l'un ne peut se séparer de l'autre, que sous la paix la guerre veille toujours et inversement. On comprend qu'il veuille convaincre que la guerre ne mène plus à la paix, mais à des destructions. Mais il est encore dans l'art de la guerre occidental. Il ne prend pas l'art de la guerre de Sun Tzu selon lequel il faut gagner la guerre avant de la déclarer. Une guerre se fait à deux. La paix, c'est comme la guerre sans la faire, à moins de supposer le rapport de force absent de la dynamique sociale et historique, à moins de vider la vie de la compétition. C'est la transformation, le renversement du rapport de forces sans destructions massives, c'est comme la destruction créatrice de Schumpeter. Bertrand Badie n'oppose pas l'art de la guerre de Sun Tzu à celui occidental de Clausewitz. Il va chercher un art de la paix à partir des prémices occidentales. Israël applique l'art de la guerre à la Clausewitz : détruire ses ennemis musulmans. Par la guerre sur Gaza, il veut dire à ces peuples voisins qu'ils devraient mieux désirer la paix d'Israël que leur destruction. Ce que ne voit pas Israël, c'est qu'il est en train de se déporter hors du cours de l'histoire : ceux qui déclarent la guerre, ne sont plus ceux qui gagnent la paix. Ce que semble voir plutôt Israël, qu'il a là, historiquement, une dernière chance pour faire disparaître la question palestinienne et pousser plus en avant le processus de vassalisation de certains régimes arabes. Je ne crois pas qu'Israël soit dans le cours des choses, il peut bien écraser la région, l'enfoncer dans des guerres civiles, mais son destin ne tient pas seulement dans son seul rapport au Moyen-Orient. Il peut lui arriver ce qu'il n'a pas prévu, d'où il n'a pas prévu, par son effort pour configurer le rapport de forces dans la région en sa faveur. Vaut-il mieux pour les USA, par exemple,

compter sur Israël que sur l'Arabie saoudite pour triompher de la compétition avec la Chine dans la région ?

Montrer à celui qui veut faire la guerre qu'il a plus à perdre qu'à gagner, là est tout autant l'art de la guerre que l'art de la paix. Montrer aux Américains qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner, c'est ainsi que les Chinois feront abandonner aux Américains leur désir de partir en guerre contre leur rival systémique. Et c'est la leçon que commence à administrer Trump au peuple américain : à trop vouloir du pouvoir d'achat mondial, ils en perdront davantage, à trop vouloir se réindustrialiser, ils subiront l'inflation. Mais cela pourrait être bien en partie l'objectif du nouvel empire : faire accepter la baisse du pouvoir d'achat américain pour cause de compétition mondiale et non comme dessein du nouvel empire. C'est la baisse du pouvoir d'achat mondial que refusent les consommateurs qui pousse les régimes politiques à l'illibéralisme.

Se réapproprier le cours des choses c'est sortir du déni de réalité, c'est sortir des enfermements du passé. L'histoire se répète pour ceux qui sont tombés dans ses trappes. Une nouvelle page s'écrit pour ceux qui entrent dans un nouveau cycle. Tourner la page de la colonisation avec ceux qui veulent la tourner et écrire avec eux une nouvelle page et combattre ceux qui veulent la répéter. Attendre ceux qui ne veulent pas la tourner, c'est accepter de rester dans la trappe avec eux. Le monde n'appartient pas aux anciennes puissances, il s'appartient. Il a sa propre dynamique qu'il faut prévoir. Être dans son cours, c'est renoncer à l'art de la guerre qui n'est pas à la fois un art de la paix. C'est renoncer à une transformation violente des rapports de forces, c'est adopter la stratégie des transformations silencieuses. Comprendre que celui qui déclare la guerre a déjà perdu.

Nous sommes face à deux impératifs : d'abord revoir notre rapport au monde qui est d'opposition et de complémentarité. Tout dépend de la qualité de cette opposition et de cette complémentarité. Avec la France, est en train de se reproduire le rapport colonial. Par notre diaspora, nous sommes inscrits dans le monde. Elle devrait traduire un rapport de coopération entre nous et le monde. Mais il faut être deux pour coopérer. Un déni de réalité par l'un des partenaires (en général le fort devenu faible) peut transformer l'art de la paix du second (en général du faible devenu fort) en art de la guerre par le premier. On névite pas toujours la guerre, le piège de Thucydide ; la paix la termine ou la laisse

perdurer. Une stratégie de la paix qui soit aussi de la guerre nous oblige à faire face à une stratégie néocoloniale de partition de la manière la moins attendue en utilisant l'énergie et les ressources d'une telle stratégie pour aller au-delà de leur objectif assigné. Ce qui compte ce n'est pas comment on commence – on n'a souvent pas le choix –, mais comment on termine. Ce qui signifie accumuler dans le cours des choses en ayant l'air de se laisser (dé)posséder. À l'exemple de la Chine qui a travaillé pour le consommateur occidental afin d'accumuler le savoir-faire des entreprises occidentales. De gré à gré, on ne peut pas recevoir (des riches) sans (leur) donner. Le tout est dans la plus-value, la différence entre ce qu'ils nous donnent et ce que nous en obtenons. Les Occidentaux peuvent crier aujourd'hui au voleur, après avoir vu ce qui a été obtenu de ce qu'ils ont donné. De donner ce que l'on a, donne l'avantage du terrain, l'usage de ressources locales et une valorisation des ressources rares. Une simple opposition frontale à la stratégie néocoloniale ne peut suffire. Il faut répondre à la stratégie de guerre (à la Clausewitz) par une stratégie de paix (à la Sun Tzu). Elle peut procurer des ressources immédiates, des ressources subjectives en particulier, qui ne pourront hélas pas remplacer les ressources objectives qu'il aura fallu déployer ni les accroître.

De ces dispositions à l'égard du monde, il faut ensuite réussir à inscrire nos productions dans des chaînes de valeur mondiales prometteuses. Productions à partir desquelles nos savoir-faire peuvent s'étendre, nos ressources se diversifier, afin de pouvoir faire face aux stratégies néo-impériales de vassalisation des alliés et de désintégration des nations prolétaires. Les anciens pays colonisés vont voir leur pouvoir de négociation mis à l'épreuve par des stratégies et des mouvements de partition. On peut donner en exemple le constructeur de voitures électriques chinois BYD qui a développé sa chaîne de valeur à partir des batteries électriques. À partir des batteries électriques, il a constitué la chaîne de valeur qui va des métaux rares aux voitures électriques. En choisissant une activité nous choisissons une chaîne valeur et une place qui nous permettra d'y progresser ou d'y régresser. Une place d'autant plus chère qu'elle instaure une chaîne de valeur prometteuse. Nous avons besoin de l'imagination d'une jeunesse instruite du savoir du monde, elle a besoin d'un champ d'expérimentation fiable. C'est notre seule chance contre les esclavagistes modernes.

Notes

[14] Flammarion, 2024.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

ARABIE SAOUDITE

Le royaume lance une entreprise commune pour produire des isolateurs haute tension

Le secteur énergétique de l'Arabie saoudite devrait bénéficier d'un coup de pouce significatif suite au lancement d'une nouvelle coentreprise visant à localiser la production d'isolateurs en porcelaine à haute tension, un élément clé dans le cadre des efforts déployés par le Royaume pour renforcer la fabrication nationale et réduire la dépendance à l'égard des importations. L'accord, signé sous le patronage du ministère de l'énergie, réunit le groupe chinois Dalian Insulators, Power Union Co. une filiale du groupe industriel Al-Ojaimi, et l'entreprise saoudienne Greengrid.

Le consortium établira une nouvelle installation dans le Royaume pour produire des isolateurs en porcelaine suspendus à haute et très haute tension utilisés dans les réseaux de transmission et de distribution d'électricité. L'accord a été officialisé par Salem Mohammed Al-Ojaimi, PDG du groupe industriel Al-Ojaimi, et Chen Junrong, président et directeur général du groupe Dalian Insulators. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan de diversification économique de l'Arabie saoudite, qui met l'accent sur le développement de l'industrie locale, la réduction de la dépendance à l'égard des importations et l'engagement du secteur privé. L'entreprise devrait renforcer les chaînes locales d'approvisionnement en énergie, réduire les coûts opérationnels et créer des emplois dans le secteur de l'électricité. Dans un communiqué publié le X, le ministère de l'énergie a déclaré que l'accord visait à "renforcer les capacités de production locales dans le secteur de l'énergie conventionnelle afin d'atteindre l'objectif de localisation des composants du secteur de l'énergie d'ici à 2030".

L'initiative fait partie de Nuwatin - qui signifie "Nous localisons" en arabe - un programme phare de l'initiative de localisation de l'énergie, dévoilé lors du forum sur la localisation de l'énergie qui s'est tenu à Riyad en octobre dernier. Il vise à guider les entreprises du secteur de l'énergie vers des objectifs nationaux de localisation, notamment l'expansion de la capacité industrielle, l'augmentation de la contribution au PIB, la stimulation des exportations et l'amélioration de la balance commerciale.

Les isolateurs en porcelaine sont essentiels à la fiabilité et à la sécurité des lignes de transmission à haute tension, car ils assurent la stabilité mécanique et électrique. La production locale devrait améliorer la résilience du réseau, réduire les coûts d'infrastructure à long terme et accélérer le développement d'une industrie énergétique nationale autonome.

Fondé en 1915, Dalian Insulators Group est l'un des principaux fabricants chinois d'isolateurs haute tension et est coté à la bourse de Shenzhen depuis 2011. L'entreprise a fourni plus de huit millions d'isolateurs en porcelaine à de grands projets de transmission dans le monde entier, y compris les lignes chinoises de 1 000 kV UHV AC et 800 kV DC.

Alors que l'Arabie saoudite poursuit sa transition vers une économie énergétique plus diversifiée et plus résiliente, cette coentreprise représente une étape stratégique dans le renforcement de la coopération industrielle et l'avancement de la localisation du secteur de l'énergie.

TUNISIE

Appel à l'abolition totale de la sous-traitance dans le secteur public

Le président de la République, Kais Saïed, a reçu ce lundi 26 mai 2025 au palais de Carthage le ministre des Affaires sociales, Issam Lahmar, pour un entretien centré sur la question de la sous-traitance dans le secteur public.

Lors de cette rencontre, le chef de l'État a réaffirmé son opposition ferme à cette pratique, estimant qu'elle est incompatible avec une vision juste et humaine de la fonction publique.

une logique de réformes sociales prônée depuis plusieurs mois par le président, visant à renforcer les protections des employés et à instaurer une plus grande équité entre le secteur public et le secteur privé.

Lorsqu'un salarié se sent en sécurité et reconnu au sein de son entreprise ou de son administration, il contribue davantage à la performance globale de l'économie nationale.

Un modèle fondé sur l'équité et la justice

« Lorsqu'un climat fondé sur la justice et l'équité est instauré, les Tunisiennes et les Tunisiens sont capables de réaliser ce que certains considèrent encore comme des miracles », a déclaré le président, plaçant la justice sociale au cœur de sa vision politique. Kais Saïed veut inscrire une ligne politique sociale ambitieuse, fondée sur la reconnaissance du travail comme pilier de la dignité humaine, et sur la construction d'un État équitable, capable de mobiliser ses ressources au service du bien commun.

Une volonté claire de mettre fin à la précarité administrative

Kais Saïed a rappelé que la sous-traitance a déjà été supprimée dans le Code du travail, et qu'il est désormais impératif de l'éradiquer également dans le secteur public. Il a insisté sur le fait que la dignité du travailleur ne peut être reléguée au second plan, soulignant que la personne humaine "n'est pas un simple chiffre ou une virgule dans un tableau", mais un citoyen détenteur de droits fondamentaux que l'État se doit de garantir.

Cette prise de position s'inscrit dans

Une économie plus équitable pour une société plus stable

Kais Saïed a rappelé que la Tunisie dispose des moyens nécessaires pour instaurer un modèle économique plus équitable. Cela passe, selon lui, par une fiscalité juste, une redistribution équilibrée des richesses et le respect des droits des travailleurs dans leur intégralité, qu'ils soient employés du secteur privé ou public.

Le président a tenu à souligner que la stabilité sociale et psychologique du travailleur est un levier fondamental pour la relance économique.

Lancement du projet de Système d'Informations Foncières

Un contrat de marché pour la mise en œuvre du projet de « Système d'Informations Foncières de la Tunisie » a été conclu, lundi, à Tunis, entre l'Office de la Topographie et du Cadastre (OTC) et le groupe-ment des entreprises coréennes « Samsung C&T Consortium ».

Moyennant 50 millions de dollars (l'équivalent de 149 millions de dinars), le contrat a été signé, au siège du ministère de l'Équipement et de l'Habitat, par le Président Directeur Général de l'OTC, Ahmed El Kamel et Jihwon Min, chef de projet du consortium « Samsung C&T Consortium » qui comprend cinq entreprises coréennes.

Ce projet « stratégique » vise à digitaliser l'ensemble des

archives de l'office, à mettre en place une base de données foncières et à développer un système d'information foncier outre un système d'information cadastral intégré, a indiqué El Kamel, lors de la cérémonie de signature.

Il prévoit également, selon lui, la création, au sein même de l'office, d'un centre de données dédié à l'information foncière nationale et d'une infrastructure opérationnelle dans les 24 arrondissements de l'OTC.

Il entend, par ailleurs, renforcer les capacités des cadres et des techniciens dans le domaine foncier.

D'une durée de trois ans, le projet sera réalisé en partenariat avec deux entreprises tunisiennes, à savoir « SNC » (La Société Nouvelle de

Construction) pour la construction d'un centre de données et « GEOTOP » pour la participation à la digitalisation des données.

Le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, Slah Zouari a, à cette occasion souligné, que ce projet « stratégique » s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Digitale du Gouvernement qui vise la digitalisation et la simplification des procédures administratives et le développement des services numériques destinés aux entreprises et aux citoyens, ainsi que dans la Stratégie nationale d'encouragement de l'investissement et l'amélioration du climat des Affaires.

Et de rappeler que la réalisation de ce projet fait suite à la signature, le 31 mai 2021, de

l'Arrangement concernant le prêt EDCF « Fonds Coréen de Coopération pour le Développement Economique » entre les gouvernements des deux pays et à la conclusion le 14 juillet 2021, de l'Accord de prêt entre la Tunisie et la Banque d'Export-Import de Corée pour un montant de 60 Millions de dollars (l'équivalent de 178 millions de dinars).

Il s'agit, selon lui, de fruit d'une coopération bilatérale qui date de l'année 2014 à travers plusieurs activités, en particulier le projet de système d'informations foncières de la Tunisie, lequel a été réalisé en 2017-2018, suite à une étude de faisabilité financée par la Banque Korea-Eximbank.

MAURITANIE

La première phase du projet du champ gazier de Grand Tortue Ahmeyim est la pierre angulaire d'une profonde transition énergétique

Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'exprimant jeudi dernier lors de la cérémonie officielle, aux côtés de S.E. le Président de la République du Sénégal, M. Bassirou Diomaye Faye, marquant l'achèvement de la première phase du projet du champ gazier de Grand Tortue Ahmeyim (GRA), a mis en

exergue l'importance de cet événement, qu'il a qualifié de tournant décisif dans la coopération régionale et internationale dans le secteur de l'énergie.

Le Président de la République a souligné que cette réalisation n'est pas seulement un succès technique ou économique, mais une véritable incarnation de la fraternité, de l'amitié

et de l'esprit de bon voisinage entre la Mauritanie et le Sénégal, affirmant que ce projet est un exemple vivant de ce qui peut être réalisé par deux pays qui ont décidé de combiner leurs efforts et leur expertise, soulignant que le projet est « une preuve concrète de l'énorme potentiel qui peut résulter d'une coopération honnête et équilibrée ».

KENYA

Lancement de la construction de l'axe routier El Wak-Modogashe

Situé dans le nord-est du pays, l'axe El Wak-Modogashe est considéré comme stratégique pour le désenclavement régional. Son aménagement, amorcé avec l'appui de la Banque mondiale et de la BAD, marque une étape clé du développement du corridor Isiolo-Mandera.

La KeNHA, l'agence responsable de l'entretien et du développement des routes au Kenya, a lancé, la semaine dernière, les travaux de construction de la route El Wak-Modogashe. Cet axe stratégique de 749 kilomètres fait partie du corridor Isiolo-Mandera, considéré comme l'une des infrastructures les plus structurantes pour le développement du Kenya à l'horizon 2030. Le lancement intervient après l'activation des financements mobilisés auprès de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (BAD), dans le cadre du Horn of Africa Gateway Development Project (HoAGDP).

Aucune déclaration officielle ne confirme encore le démarrage effectif des travaux, mais plusieurs médias locaux rapportent que des activités préparatoires sont en cours. Ce vaste programme régional vise à renforcer la connectivité dans la Corne de l'Afrique, à travers l'aménagement de corridors logistiques, le désenclavement de zones marginalisées et l'intégration de services numériques.

En février 2025, KeNHA avait annoncé cinq étapes clés en amont du lancement

opérationnel du projet. Ces phases comprennent notamment la réception du financement de la BAD pour la section El Wak-Rhamu, le lancement d'appels d'offres pour les travaux, la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation à la sécurité routière, la conduite d'audits de sécurité sur le tracé et la mobilisation logistique des équipes sur le terrain. Le montant total engagé pour le projet dépasse les 971 millions de dollars, dont 756,3 millions de dollars alloués par la Banque mondiale pour la modernisation de 365 kilomètres de routes principales et secondaires, ainsi que le déploiement d'une fibre optique le long du corridor. La Banque africaine de développement (BAD) contribue également à hauteur de 215 millions de dollars.

Selon la presse nationale, des actions concrètes ont débuté début avril, incluant la reconnaissance des sites, des études d'impact environnemental, des rencontres communautaires et la préparation du chantier. Le projet est divisé en plusieurs segments, notamment Isiolo-Kulamawe-Modogashe, Modogashe-Wajir, Wajir-Kutulo-El Wak et El Wak-Rhamu-Man-

dera. La section El Wak-Modogashe, longtemps limitée à une piste de terre difficilement praticable, fait partie des priorités dans l'ouverture de l'axe complet. Le projet vise à désenclaver le nord-est du Kenya, une région longtemps marginalisée dans les investissements publics, en facilitant les échanges de biens et de personnes, en réduisant les coûts logistiques et en soutenant les économies locales, notamment pastorales. Le corridor Isiolo-Mandera est aussi destiné à renforcer les échanges transfrontaliers avec la Somalie (via Bula Hawo) et l'Éthiopie (via Dolo), tout en s'insérant dans le corridor LAPS-SET, vaste projet d'intégration régionale autour du port de Lamu.

Outre son volet routier, le projet inclut aussi l'installation de la fibre optique, qui vise à améliorer la couverture Internet, l'inclusion financière, l'accès à l'éducation en ligne et la numérisation des services publics dans une zone faiblement connectée. Des postes de contrôle et de douane modernisés seront également érigés.

CUIVRE EN RDC

Ivanhoe retire ses prévisions de production à Kamo-Kakula

La semaine dernière, Ivanhoe Mines a publié deux communiqués relatifs à un incident sismique, dimanche 18 mai au complexe cuprifère Kamo-Kakula en RDC. La compagnie y annonçait la suspension temporaire des activités, sans remettre en cause ses prévisions de production. Ivanhoe Mines a annoncé lundi 26 mai le retrait de ses prévisions de production de cuivre au complexe Kamo-Kakula en RDC. La compagnie canadienne qui voulait produire entre 520 000 à 580 000 tonnes de cuivre en 2025, a pris

cette décision après l'incident sismique qui a eu lieu à la mine souterraine Kakula il y a quelques jours.

Dans son premier communiqué sur l'activité sismique, Ivanhoe n'avait pas remis en cause ses prévisions de production. C'est l'autre actionnaire de la mine, le chinois Zijin Mining qui a finalement déclaré vendredi 23 mai s'attendre à un « impact négatif » sur les objectifs du complexe cette année. Si Ivanhoe a d'abord voulu minimiser l'incident, dans un communiqué rectificatif publié

après celui de Zijin, la compagnie basée à Vancouver déclare désormais qu'une « révision » des prévisions sera bientôt rendue publique.

« L'activité sismique à la mine souterraine de Kakula s'est poursuivie de manière intermittente au cours des derniers jours [...]. Selon les premières indications, l'activité sismique dans le sous-sol de Kakula pourrait se poursuivre pendant des semaines, ce qui entraverait l'accès à la mine et prolongerait la suspension temporaire des opérations à Kakula », indique

Ivanhoe.

Le marché a réagi à ces nouvelles informations, avec une baisse de 16 % du cours de l'action Ivanhoe. Le titre se négociait à 10,76 dollars canadiens à 12h37 heures locales, à la Bourse de Toronto. En attendant davantage d'informations, rappelons que Kamo-Kakula est la plus grande mine de cuivre en RDC, et compte l'État congolais comme l'un de ses principaux actionnaires (20 %). Quant à Zijin Mining et Ivanhoe Mines, elles détiennent chacune 39,6 % de parts de la société.

POUR SOUTENIR LA RELANCE DU TOURISME

Madagascar modernise ses aéroports

Pour dépasser le million de touristes par an d'ici 2028, les autorités malgaches misent entre autres sur le développement des infrastructures aéroportuaires du pays, afin de booster les chiffres du transport, entretemps plombés par la crise covidienne et celle du carburant.

À Madagascar, la modernisation des aéroports est au cœur des priorités stratégiques pour booster le trafic aérien et répondre aux ambitions de croissance du secteur touristique. Plusieurs chantiers ouverts par Ravinala Airports, gestionnaire des plateformes d'Ivato (Antananarivo) et de Nosy Be, suivent leur

cours, avec certains ouvrages sur le point d'être achevés.

Selon des propos attribués par la presse locale à Daniel Lefebvre, le Directeur général de cette société, les travaux d'agrandissement de l'aire de trafic (tarmac) de l'aéroport international d'Ivato sont réalisés à 80% et seront finalisés début juillet 2025. En parallèle a lieu la rénovation du terminal dédié aux vols domestiques. Évalués à 2 millions d'euros (2,2 millions USD), les travaux de ce chantier devraient être achevés d'ici fin 2025.

Ces réalisations font partie du plan de modernisation dévoilé en mars dernier

par l'État, qui projette d'investir 23,5 millions d'euros pour moderniser les deux plateformes susmentionnées. Ces projets visent à doubler leurs capacités, dans l'objectif d'accompagner le développement de la compagnie nationale Madagascar Airlines et de stimuler le tourisme.

À Antananarivo, les nouvelles infrastructures pourront traiter 1,1 million de passagers en 2025, contre 900 000 en 2024. Conformément à la feuille de route du gouvernement pour le tourisme, les flux de visiteurs devraient atteindre le million d'ici 2028, contre 308 275 en 2024.

NIGERIA

Dangote prévoit de générer jusqu'à 7 millions \$ par jour grâce aux exportations d'engrais

Dans un Nigeria en quête de souffle économique, Dangote veut peser lourd à l'export. Engrais, ciment, pétrole : le géant industriel trace sa route, entre promesses de devises et pression logistique.

Le groupe Dangote Industries Limited (DIL) s'apprête à changer d'échelle dans le paysage exportateur nigérian. Aliko Dangote, son président et figure emblématique du capitalisme africain, a annoncé que le groupe pourrait générer jusqu'à 7 millions de dollars de revenus par jour d'ici deux ans, grâce aux seules exportations d'engrais. Une projection qui traduit l'ambition croissante du conglomérat de devenir le premier pourvoyeur privé de devises du pays.

C'est lors d'une visite au siège de l'Autorité portuaire du Nigeria (NPA), à Lagos, que Dangote a détaillé ses perspectives. Selon lui, les exportations d'engrais atteindront 16 000 tonnes par jour, soit un chiffre d'affaires quotidien estimé entre 6,5 et 7 millions de dollars. Un volume qui placerait le Nigeria sur la carte mondiale des exportateurs majeurs d'engrais, à un moment où les prix et la demande restent soutenus sur les marchés internationaux.

Les engrais ne sont qu'un volet de l'offensive à l'exportation du groupe. Il entend renforcer son positionnement sur plusieurs filières : six millions de tonnes de ciment sont déjà consacrées à l'export depuis l'usine d'Ilorin (Etat d'Ogun), tandis que les premières cargaisons de charbon devraient quitter le pays dans les semaines à venir. A cela s'ajoute l'exportation prévue de 600 000 à 700 000 tonnes de polypropylène, et les produits raffinés issus de la nouvelle raffinerie de Lekki, dont la capacité d'exportation est estimée à 25 millions de tonnes par an.

En toile de fond, l'enjeu est aussi portuaire. Dangote a souligné que l'intensification de ses opérations nécessitera une montée en puissance logistique : près de 240 navires de brut et 600 navires de produits raffinés seront mobilisés chaque année depuis Lekki. Il plaide pour un renforcement rapide des moyens techniques de la NPA, notamment en équipements d'assistance à la navigation.

Le directeur général de la NPA, Abubakar Dantsoho, s'est voulu rassurant : le programme « Naira for Crude », lancé en octobre 2024, permettrait déjà de traiter 57 navires par mois. La modernisation des terminaux de Tin-Can et Apapa est prévue pour le troisième trimestre 2025, tandis que cinq nouveaux ports en eau profonde viennent d'obtenir le feu vert du gouvernement.

MARCHÉS EN ASIE

La nervosité persiste malgré la trêve douanière entre l'UE et les États-Unis

Les marchés en Asie étaient sous pression mardi, dans des marchés digérant une trêve douanière entre UE et États-Unis mais qui ne suffisait pas à apaiser les inquiétudes sur la guerre commerciale, la Bourse de Tokyo étant de surcroît plombée par un sursaut du yen.

À la Bourse de Tokyo vers 03H35 GMT, l'indice vedette Nikkei cédait 0,16% à 37.469 points tandis que l'indice élargi Topix prenait 0,10% à 2.754 points. La Bourse de Séoul abandonnait 0,47% et Taipei 0,49%, mais Sydney gagnait 0,22%. Les places chinoises étaient également sous pression: à Hong Kong, l'indice Hang Seng perdait 0,20% à 23.235 points. Les investisseurs digéraient la trêve conclue entre les États-Unis et l'Union européenne: deux jours après avoir menacé d'imposer des droits de douane de 50% sur les produits européens dès le 1er juin, le président américain Donald Trump a changé de pied dimanche, suspendant la surtaxe jusqu'au 9 juillet. Mais si ce revirement a soulagé les marchés européens, il n'apaise guère les angoisses des investisseurs en Asie, toujours tétanisés par l'incertitude et inquiets de l'impact économique du conflit douanier. «Bienvenue au casino, où les règles de la maison changent à chaque déclaration de Trump», ce dernier «faisant tourner une fois de plus sa roue alternant menace et repli (...) une volatilité typique» du président américain, commente Stephen Innes, de SPI Asset Management. Mais face à ces volte-face ré-

pétées et imprévisibles, «les sursauts (des marchés) perdent de leur vigueur», note-t-il.

Tokyo atone, les obligations japonaises reculent

Comme Wall Street était fermé lundi en raison d'un jour férié, «il n'y avait pas d'impulsion venant des marchés américains pour soutenir Tokyo», ajoute-t-il. Dans ce contexte, «les actions des entreprises focalisées sur la demande intérieure, pour lesquelles l'impact (des droits de douane) devrait être limité ont la préférence des investisseurs», observent les analystes de Tokai Tokyo. Et ce «alors que l'incertitude sur l'impact des droits de douane» qui seront finalement appliqués par Washington, «n'a pas beaucoup diminué», ajoutent-ils. Tokyo, qui réclame la levée de l'ensemble des mesures douanières prohibitives, a cependant affirmé lundi être convenu avec Washington d'accélérer leurs pourparlers, visant un accord commercial en marge du sommet du G7 en juin au Canada. Par ailleurs, les rendements des obligations japonaises à échéances 40 et 30 ans reculaient

nettement, accentuant leur repli des derniers jours. Ces mouvements font suite à une forte hausse des rendements, qui avaient atteint des sommets historiques la semaine dernière.

Sursaut du yen sur l'espoir de hausses de taux

Les titres des grands groupes exportateurs ont par ailleurs été plombés par une soudaine remontée du yen, une devise forte étant susceptible de pénaliser leurs ventes à l'international. Vers 03H00 GMT, la monnaie japonaise grimpait de 0,3% face au billet vert, à 142,44 yens pour un dollar, après des commentaires du gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda. Ce dernier a réaffirmé l'intention de son institution de poursuivre les hausses de taux entamées l'an dernier: ce qui renforcerait l'attractivité des placements en yens.

«Les déclarations d'Ueda ont eu un assez gros impact», avec un bond initial du yen de 5%, «ce qui a fait pression sur les actions», souligne Yutaka Miura, de Mizuho Securi-

ties, cité par Bloomberg. De son côté, le manque d'appétit pour le dollar se confirmait sur fond d'inquiétudes liées à la guerre commerciale et à l'ampleur de l'endettement américain. «D'une certaine manière, tout a conduit à un dollar plus faible: la perception d'une hausse des déficits américains a suscité des inquiétudes quant à une augmentation des émissions futures de bons du Trésor, entraînant une dépréciation du dollar», explique Chris Weston, du courtier Pepperstone. L'or restait stable (+0,07% à 3.346 dollars l'once).

Pétrole en repli, en attendant l'Opep

Le marché du pétrole se repliait à nouveau mardi, plombé par la perspective d'une offre surabondante d'or noir: malgré la glissade des cours, les pays producteurs de l'Opep+ pourraient décider cette semaine de continuer à ouvrir les vannes. Vers 03H00 GMT, le baril de WTI américain perdait 0,46% à 61,25 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,31% à 64,54 dollars.

EN L'ABSENCE DE NOUVEAUX CATALYSEURS L'Europe sur de faibles variations, l'effet Trump s'atténue

Les principales Bourses européennes sont orientées dans le vert mardi en matinée, mais les gains sont faibles en l'absence de nouveaux catalyseurs et au lendemain d'une séance positive dominée par le reflux des craintes sur le commerce mondial. À Paris, le CAC 40 .FCHI grignote 0,01% à 7.828,28 points vers 07h25 GMT, après avoir gagné lundi 1,21%. A Francfort, le Dax .GDAXI grappille 0,07%. À Londres, le FTSE 100 .FTSE avance plus nettement, de 0,79%, alors que les marchés financiers britanniques étaient fermés lundi pour un jour férié. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E et le FTSEurofirst 300 progressent chacun de 0,15%. Le Stoxx 600 .STOXX gagne 0,22% après une hausse de 0,98% lundi. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,91% pour le Dow Jones .DJI, de 1,17% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et de 1,31% pour le Nasdaq .IXIC après un week-end prolongé lié au Memorial Day. Le sentiment du marché est encore soutenu par Donald Trump, qui est revenu dimanche sur ses nouvelles menaces d'imposer des droits de douane de 50% à l'Union européenne à compter du 1er juin, acceptant de repousser cette date butoir afin de la faire coïncider avec celle fixée pour la fin des négociations commerciales avec le bloc, le 9 juillet.

Comparativement à la séance de lundi, les investisseurs en Europe sont cependant désormais plus prudents comme en témoigne la bonne tenue des valeurs défensives et une légère hausse de l'indice de la volatilité .VIX. La séance du jour est en outre relativement pauvre en indicateurs, avec seulement les chiffres de l'inflation en France, en hausse de 0,6% sur un an en mai, et une amélioration du moral des consommateurs en juin, selon l'indice Gfk. Il faudra attendre jeudi avec la publication de l'indice des prix PCE, mesure préférée de l'inflation par la Réserve fédérale américaine (Fed), dont le compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire sera publié mercredi.

Côté résultats d'entreprises, Nvidia NVDA.O, baromètre de l'intelligence artificielle (IA), publiera ses comptes financiers mercredi après la clôture de Wall Street.

Aux valeurs en Europe, Clariant CLN.S cède 1,2% alors que le groupe autrichien d'énergie OMV OMV.VI réclame au chimiste suisse des dommages et intérêts d'un milliard d'euros pour infraction au droit de la concurrence sur le marché de l'achat d'éthylène.

Elis ELIS.PA gagne 1,53%, le spécialiste des services de nettoyage prévoyant une croissance annuelle de son chiffre d'affaires et une amélioration progressive de sa marge d'Ebitda.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Bank of Algeria
BANK OF ALGERIA

Mardi 27 Mai 2025 9:30:27

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Mai 2025
Valeur : 29 Mai 2025

BASE	DE VISES	COURS ACHAT	COURS VENTE	COURS MOYEN
1	USD US DOLLAR	132.0797	132.0947	132.0872
1	EUR EURO	149.6727	149.7293	149.7010
1	GBP BRITISH POUND	178.7760	178.8931	178.8346
100	JPY JAPANESE YEN	91.9583	92.0008	91.9796
1	CNY CHINESE YUAN	18.3661	18.3692	18.3677
1	CHF SWISS FRANC	160.3687	160.4649	160.4168
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.0440	96.0759	96.0600
1	DKK DANISH KRONE	20.1065	20.1106	20.1086
1	SEK SWEDISH KRONA	13.8488	13.8540	13.8514
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.0445	13.0512	13.0479
1	AED UAE DIRHAM	35.9567	35.9666	35.9617
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2137	35.2196	35.2167
1	KWD KUWAITI DINAR	430.6479	430.8372	430.7426
1	TND TUNISIAN DINAR	44.0918	44.5350	44.3134
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3579	14.3595	14.3587
1	LYD LIBYAN DINAR	24.1802	24.3040	24.2421
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3079	3.3181	3.3130
1	SDR SPEC.DRA.RIGHTS	179.4239	179.4239	179.4239

FACE AUX NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

La Bourse de Paris optimiste mais prudente

La Bourse de Paris évolue autour de l'équilibre mardi, sans véritable moteur, dans l'attente de nouvelles dans les négociations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne. Après avoir ouvert en baisse, le CAC 40, l'indice vedette de la place de Paris, gagnait 0,12% vers 09H40, avançant de 9,21 points à 7.837,34 points. Lundi, il avait terminé en hausse de 1,21% à 7.828,13 points. «Un sentiment de soulagement prudent se répand» dans les marchés financiers, «porté par l'espoir de

négociations commerciales plus productives entre les États-Unis et leurs partenaires internationaux», commente Susannah Streeter, responsable de l'analyse marchés et finances chez Hargreaves Lansdown. Le président américain Donald Trump avait menacé vendredi d'imposer des droits de douane de 50% aux importations européennes à partir du 1er juin, estimant que les négociations n'allaient «nulle part». Il a ensuite accepté, dimanche, de reporter la date de la mise en place de ces droits de douane jusqu'au 9

juillet après un appel téléphonique avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. «Le DAX (de Francfort) et le CAC 40 avaient déjà progressé lundi après l'annonce d'une prolongation des pourparlers avec la Commission européenne», rappelle Mme Streeter. «Trump a tellement souvent fait machine arrière sur les droits de douane, notamment avec la Chine, que ses menaces actuelles perdent de leur impact», tempère Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB.

Côté indicateurs économiques, les prix à la consommation ont augmenté de 0,7% en mai sur un an en France, une hausse qui ralentit encore après avoir pris 0,8% en avril, selon l'estimation provisoire publiée mardi par l'Insee. «Cela vient renforcer la hausse des obligations mondiales. Les marchés à terme sur les taux d'intérêt intègrent désormais quasiment à 100% une baisse de taux de la BCE (la Banque centrale européenne) en juin», affirme Mme Brooks. Stellantis surfe encore sur la vague

Le constructeur automobile Stellantis (Peugeot, Citroën, Fiat, Chrysler), très présent aux États-Unis, profite encore du revirement de Donald Trump face à l'UE, les investisseurs restant confiant quant à une possible baisse des surtaxes imposées sur l'automobile européenne. Vers 09H40 à Paris, l'action de Stellantis prenait 1,17% à 9,28 euros. Les équipementiers restent également dans le vert, à l'image de Forvia (+0,29% à 8,23 euros) et Valeo (+0,47% à 9,04 euros).

CROISSANCE 2025

L'Europe à plusieurs vitesses selon Bruxelles

La Commission européenne table sur une croissance de 1,6 % pour l'ensemble de l'Union européenne en 2025, et de 1,4 % pour la zone euro. Cette moyenne masque cependant d'importantes disparités entre les États membres.

Certains pays, comme l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie ou la Belgique, afficheraient une progression plus marquée, tandis que d'autres, dont la France et l'Allemagne, se situeraient nettement en dessous de la moyenne. Les projections sont revues à la baisse par rapport aux précédentes publications, en raison d'un environnement économique mondial plus instable, d'une consommation intérieure moins dynamique et d'un ralentissement des échanges internationaux. Dans ce contexte, plusieurs États de l'Union devraient enregistrer une activité économique plus faible qu'attendu en début d'année.

La France enregistrerait l'un des taux de croissance les plus bas de l'Union

La croissance de la France serait limitée à 0,6 % en 2025, après une estimation de 0,7 % en 2024. Ce niveau place la France parmi les économies les plus en retrait de l'Union européenne. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement. La consommation des ménages, qui représente une part importante du PIB, reste affectée par une perte de pouvoir d'achat accumulée depuis la période d'inflation élevée. Le recul de l'inflation reste progressif et ne suffit pas encore à relancer pleinement la demande intérieure.

L'investissement privé est freiné par des taux d'intérêt qui demeurent élevés, malgré les perspectives d'allègement de la politique monétaire. Les entreprises font preuve de prudence, en particulier dans le secteur de la construction et dans l'industrie manufacturière. Le commerce extérieur ne compense pas ces faiblesses, d'autant que la demande adressée à la France par ses partenaires, notamment l'Allemagne, reste modérée.

L'Allemagne en situation de quasi-stagnation

L'économie allemande afficherait une croissance de 0,2 % en 2025, après 0,1 % en 2024. Le moteur industriel traditionnel de la zone euro demeure ralenti, en raison d'un recul prolongé de la production manufacturière, d'un ralentissement de la demande mondiale

et d'une consommation intérieure toujours mesurée.

L'Allemagne fait face à des contraintes multiples : une transition énergétique encore incomplète, une baisse des exportations vers certains partenaires majeurs, une hésitation des entreprises à investir dans un contexte incertain, et un vieillissement de la population qui limite la progression du marché du travail. L'économie allemande peine à sortir d'une période prolongée de stagnation.

Des performances plus solides dans les pays d'Europe du Sud et du Nord

L'Espagne enregistrerait la croissance la plus dynamique parmi les grands pays européens, avec 2,0 % attendus en 2025. Cette performance s'appuie sur un rebond de la consommation privée, un tourisme toujours porteur, et un investissement public soutenu par les programmes européens. L'Italie afficherait une croissance de 1,2 %, portée par les dépenses d'infrastructure et les réformes en cours dans le cadre du plan de relance. Les Pays-Bas atteindraient 1,3 % de croissance, tandis que la Belgique se situerait à 1,1 %. Ces pays bénéficient d'une plus grande stabilité budgétaire et d'une capacité de rebond plus rapide après le cycle inflationniste. L'Europe centrale, bien que plus exposée à la volatilité géopolitique, afficherait également des taux de croissance supérieurs à ceux observés dans les deux grandes économies de la zone euro.

Un environnement mondial instable qui freine l'élan économique

La révision des prévisions économiques s'explique aussi par la persistance de tensions internationales. La hausse des droits de douane décidée récemment par les États-Unis, concernant plusieurs catégories de produits européens, affecte directement les perspectives commerciales de certains États membres. L'Allemagne, dont l'économie est fortement orientée vers l'export, serait particulièrement concernée par ces mesures.

La France est également exposée à ces évolutions, notamment à travers ses échanges intra-européens avec des pays dépendants du marché américain. Cette nouvelle donne commerciale s'ajoute à des incertitudes déjà présentes, liées aux conflits géopolitiques, aux tensions dans le secteur énergétique, et à la transition vers une économie bas carbone.

Une inflation en baisse mais encore persistante dans certains secteurs

L'inflation poursuivrait son repli en 2025, avec un taux moyen de 2,1 % dans la zone euro. Ce mouvement s'expliquerait par la modération des prix de l'énergie et la normalisation des chaînes d'approvisionnement. Toutefois, certains secteurs de services continueraient de subir des hausses de prix sensibles, en particulier dans les domaines liés à la santé, à l'éducation ou à l'hébergement. La Banque centrale européenne devrait pouvoir enclencher une baisse progressive de ses taux directeurs, à condition que cette tendance désinflationniste se confirme au second semestre 2025. La prudence reste toutefois de mise, notamment en raison de la persistance d'un noyau dur d'inflation dans certains pays.

Des déséquilibres budgétaires persistants en France

En parallèle de la faiblesse de sa croissance, la France conserverait un déficit public élevé, estimé à 5,0 % du PIB en 2025. Le niveau d'endettement resterait proche de 110 % du PIB. Cette situation budgétaire pourrait compliquer les discussions à venir avec les autorités européennes, notamment dans le cadre du réexamen du pacte de stabilité et de croissance.

La combinaison d'un déficit élevé et d'une croissance faible limite les marges de manœuvre budgétaires et pèse sur la crédibilité des trajectoires de retour à l'équilibre. La Commission souligne la nécessité pour la France de mieux cibler ses dépenses et d'améliorer l'efficacité de ses politiques publiques.

ARGENTINE

Le gouvernement émet des obligations en pesos pour la première fois en 9 ans

Le gouvernement argentin a annoncé lundi la première émission depuis neuf ans de bons du trésor libellés en pesos, un test de la confiance des investisseurs internationaux envers la politique économique du président Javier Milei. Cette émission de bons du trésor à taux fixe sur cinq ans porte sur un montant maximum d'un milliard de dollars et aura lieu mercredi. Le "BONTE" sera libellé en pesos mais pourra être acquis en dollars, et son taux sera déterminé lors de l'émission.

"L'Argentine retrouve l'accès aux marchés internationaux pour refinancer le capital de la dette en monnaie locale", s'est félicité sur les réseaux sociaux le ministre de l'Économie, Luis Caputo.

La mesure destinée aux investisseurs étrangers vise à renflouer les réserves en devises de l'Argentine pour répondre aux exigences du Fonds monétaire international, qui a versé en avril au pays une première tranche de 12 milliards de dollars d'un prêt total de 20 milliards. L'instrument comprend un "put" en 2027, c'est à dire une option pour l'acheteur d'obliger l'émetteur à lui racheter l'obligation à cette date.

DANEMARK

L'inflation en baisse

En mai 2025, l'inflation au Danemark est de 1,5 % en base annuelle. Ce taux est inchangé par rapport à avril 2025. Le logement, l'électricité et le chauffage contribuent le plus à cette inflation. Le taux d'inflation mensuel en mars était de -0,50 %, soit une baisse par rapport au mois précédent. Ces chiffres indiquent une tendance à la baisse de l'inflation, bien que le taux d'inflation de base ait légèrement augmenté en avril.

PAKISTAN

Le Pays alloue son énergie excédentaire au minage de cryptomonnaies et à l'IA

Le Pakistan va allouer son énergie excédentaire à des centres de données d'intelligence artificielle et au minage de cryptomonnaies.

Le ministère des Finances pakistanais a annoncé dimanche qu'il va allouer 2.000 mégawatts d'énergie excédentaire pour les centres de données de cryptominage et d'intelligence artificielle (IA). L'IA générative requiert une puissance de calcul colossale pour traiter l'information accumulée dans de gigantesques bases de données et a fait bondir la demande mondiale en énergie.

Bien que le Pakistan ait une puissance installée de quelque 45.000 mégawatts,

ses besoins ne dépassent guère 30.000 mégawatts en été, selon l'Institut de l'économie du développement du Pakistan, et le gouvernement doit payer aux fournisseurs d'énergie indépendants sa capacité non utilisée.

"Rediriger l'énergie non utilisée, en particulier celle de centrales fonctionnant en-dessous de leurs capacités, permet au Pakistan de convertir un passif financier de longue date en une opportunité viable génératrice de revenus", a expliqué le ministère des Finances dans un communiqué. Cette allocation d'énergie est "la première phase d'une initiative nationale pour alimenter les centres de données de

minage de Bitcoin et d'intelligence artificielle", a-t-il ajouté.

Un centre de données de 100 mégawatts peut utiliser autant d'énergie que 100.000 foyers, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié le mois dernier, qui prédit que les centres de données consommeront quelque 3% de l'énergie mondiale d'ici 2030. Malgré les capacités énergétiques non utilisées, de larges portions du Pakistan n'ont pas d'alimentation électrique fiable, à cause de contraintes de distribution et de décennies de mauvaise gestion du secteur.

Parallèlement, la population se tourne

de plus en plus vers l'énergie solaire à cause des prix élevés de l'électricité, impactant d'autant plus les revenus du gouvernement. Le pays d'Asie du Sud, qui a une population de quelque 250 millions de personnes, a frôlé le défaut de paiement en 2023, avant d'être renfloué par le Fonds monétaire international (FMI). Celui-ci a débloqué sa dernière tranche d'aide, d'environ un milliard de dollars, au début du mois après un réexamen par son conseil d'administration des mesures du gouvernement pakistanais, qui est en plein débat sur son prochain budget, qui doit être présenté le mois prochain.

AVEC SON IA

Google affirme être proche d'un niveau d'intelligence humaine

Nous nous rapprochons de l'intelligence artificielle générale (AGI) plus rapidement qu'on ne le pense, selon Demis Hassabis, dirigeant de Google DeepMind et l'un des chercheurs les plus éminents dans la filière.

Ce terme désigne un système capable d'apprendre, de raisonner et de s'adapter comme un être humain, quel que soit le domaine. Contrairement aux IA actuelles, qui sont spécialisées, une AGI saurait, en théorie, tout faire : résoudre des problèmes complexes, comprendre le monde, faire preuve de créativité et même formuler des idées nouvelles. C'est la référence absolue pour les chercheurs en IA. Et lors de la Google I/O 2025, la firme de Mountain View n'a pas hésité à la mentionner à plusieurs reprises, notamment en faisant la promotion des fonctionnalités impressionnantes dont serait doté Gemini, marquant un véritable changement de paradigme.

Deux points essentiels à travailler

Une dynamique confirmée par Demis Hassabis dans un vaste entretien accordé au New York Times. L'AGI pourrait même être atteinte avant même la fin de la décennie, puisqu'il situe sa probable émergence dans une fourchette de 5 à 10 ans. De son côté, Sam Altman, patron d'OpenAI, a fait savoir qu'il était envisageable de voir son entreprise mettre au monde une telle



technologie d'ici à cinq ans. Hassabis identifie deux points majeurs sur lesquels il faut s'améliorer pour y parvenir. Premièrement, la capacité à inventer de nouvelles idées, « pas seulement résoudre un problème, mais formuler une conjecture inédite, comme le ferait un mathématicien », explique-t-il. Ensuite, les modèles doivent faire preuve d'une cohérence irréprochable, difficile à prendre en défaut même par des experts.

Et si ce n'est pas encore le cas, le chercheur assure que Google réalise des progrès très rapidement. « Ces systèmes vont profondément transformer la société. Ce qu'on vit aujourd'hui, c'est peut-être le début de l'ère des agents intelligents », s'enthousiasme-t-il.

Vers « l'abondance radicale » ?

Il a même été beaucoup plus loin dans sa vision future de l'IA générale. Pour

lui, elle ne se limitera pas à un assistant personnel ou à un moteur de recherche surpuissant. Plutôt, cette technologie agira comme un socle technologique universel, capable de s'attaquer aux plus grands défis de notre époque, de la fusion nucléaire à la découverte de nouveaux médicaments.

Par exemple, Gemini servira de base à des usages très variés, scientifiques ou quotidiens, avec une logique de progression continue : « Quand on résout un problème dans un domaine, on peut réinjecter ces avancées dans le modèle général. C'est un cercle vertueux », résume-t-il.

Mais cet avenir ne pourra se construire qu'avec prudence. L'expert insiste sur la nécessité d'un cadre international, estimant que « la dernière ligne droite vers l'AGI nécessitera une collaboration mondiale », à la hauteur des risques comme des promesses. Il évoque, aussi, un monde où l'IA pourrait créer une forme « d'abondance radicale » en ressources, en temps, en créativité, et où l'humain retrouverait paradoxalement plus de liberté. Certaines dimensions, comme les émotions ou les relations humaines profondes, resteront selon lui inaccessibles aux machines.

FACEBOOK, WHATSAPP, INSTAGRAM

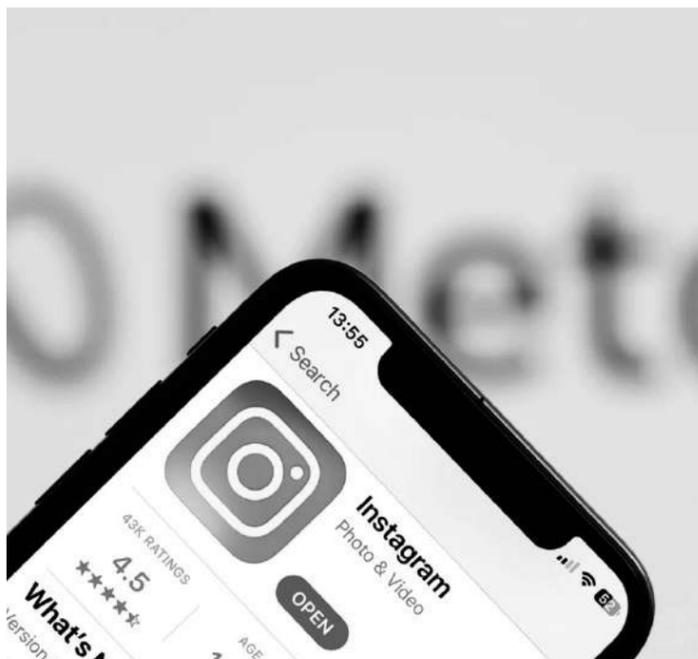
Il vous reste 2 jours pour protéger vos données de l'IA de Meta

On commence la semaine avec un petit rappel : ce mardi 27 mai, Meta commencera à utiliser les contenus publics des utilisateurs européens de Facebook et Instagram pour entraîner ses modèles d'intelligence artificielle.

Il ne vous reste donc que quelques heures pour vous opposer à cette collecte, via un formulaire dédié. Voici ce que cela implique et comment agir.

Une dérogation prévue par le RGPD

Meta, la maison mère de Facebook, annonçait qu'à partir du 27 mai, elle commencerait à exploiter les contenus publics, commentaires, photos et vidéos partagés par les adultes sur Facebook et Instagram pour développer ses modèles d'IA générative. Cette décision fait suite à une validation de la Data Protection Commission (DPC) irlandaise, autorité compétente pour Meta en Europe. Meta a été contrainte d'améliorer la transparence de sa démarche, de simplifier le formulaire d'opposition et d'allonger le délai d'information aux utilisateurs. Concrètement, seuls les conte-



nus rendus publics sont concernés. Les messages privés, les échanges entre proches et les comptes des mineurs restent exclus de ce dispositif. Sur la messagerie WhatsApp, détenue également par Meta, l'entreprise pourra entraîner ses algorithmes en se basant sur la manière dont

vous interagissez avec son chatbot. Pour justifier ce traitement, l'entreprise s'appuie sur l'article 6 du RGPD faisant mention de « l'intérêt légitime ». Cette base légale qui lui permet de ne pas demander explicitement le consentement de chaque utilisateur.

Oracle commande pour 40 Md\$ de GPU Nvidia

Selon le Financial Times, la firme de Larry Ellison a commandé 400 000 GB200 (combinant des CPU Grace (sous ARM) et des GPU Blackwell). Oracle utilisera ces puces pour alimenter un immense centre de données actuellement en construction à Abilene, au Texas. Une fois pleinement opérationnel (à la mi-2026), le centre consommera 1,2 gigawatt d'électricité, soit l'équivalent de la consommation électrique d'environ un million de foyers. Ce centre fait partie de Stargate, l'initiative menée par OpenAI, Softbank et le fonds MGX, basé à Abu Dhabi. Ce projet devrait coûter jusqu'à 500 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années.

Digg veut sauver Pocket de Mozilla

Le 22 mai dernier, Mozilla a annoncé la fermeture de Pocket et de Fakespot. Ce dernier analyse l'authenticité des avis des utilisateurs. Pocket, quant à lui, était un service par abonnement permettant aux utilisateurs de sauvegarder des publications et des articles en ligne pour plus tard. Kevin Rose, fondateur de Digg.com, devenu investisseur en capital-risque a indiqué qu'il souhaitait reprendre Pocket. Dans un message sur Twitter, le dirigeant a expliqué, « nous adorons Pocket chez @digg, ravis de le reprendre et de continuer à soutenir vos utilisateurs pour les années à venir ! »

Capgemini s'allie à Mistral AI et SAP pour les secteurs réglementés

Les trois partenaires vont proposer des solutions GenAI sécurisées ciblant spécifiquement les secteurs fortement réglementés incluant la finance, le secteur public, l'aérospatiale, la défense ou encore l'énergie. L'ESN indique s'appuyer sur les modèles d'IA de Mistral - avec qui il a déjà signé un accord en 2024 - et sur la plateforme Business Technology Platform de l'éditeur allemand. L'objectif étant de développer une bibliothèque de plus de 50 cas d'usage métiers prêts à l'emploi.

Après la Skytop BMW présente la Speedtop



Confortée par le succès de la Skytop, BMW a décidé de produire également 70 exemplaires de la Speedtop, un superbe shooting brake basé sur la BMW M8.

En 2024, BMW a présenté le Concept Skytop au Concorso d'Eleganza à la Villa d'Este, un cruiser de luxe basé sur la M8 Competition qui sera produit en série à 50 exemplaires. Un an plus tard, c'est à nouveau la fête au bord du lac de Côme où cette Skytop sert de rampe de lancement à un shooting brake : la BMW Speedtop.

Stricte deux places

Officiellement, le modèle présenté à la Villa d'Este est encore un show car. Mais ce modèle atteindra lui aussi le stade de la production avec une édition limitée à 70 exemplaires. Et comme pour la BMW Skytop, tous auraient déjà trouvé un propriétaire.

Sous la carrosserie des Skytop et Speedtop se cachent les bases techniques de la BMW M8 Competition, notamment son V8 biturbo de 4,4 litres et 625 ch. La BMW Speedtop prend la forme d'un shooting brake à deux places, offrant à l'arrière des sièges un espace dédié pour des sacs faits sur mesure par le spécialiste italien de la maroquinerie Schedoni. Bien entendu, ce break de chasse permet d'emmener quelques bagages supplémentaires sous son "hayon", mais n'espérez pas en faire un déménageur.

BMW a développé récemment un goût prononcé pour les séries limitées. Et cette Speedtop vient compléter une collection déjà bien fournie.

Cupra casse les prix de la Born qui se retrouve moins chère que la Volkswagen ID.3

Cupra vient d'ajouter une nouvelle finition d'entrée de gamme à sa compacte électrique, la Born. Au menu, une batterie de 59 kWh assurant 428 km d'autonomie mais surtout un prix d'attaque pour le modèle qui descend pour se montrer plus compétitif que celui de la Volkswagen ID.3.



Depuis quelques jours, le configurateur en ligne de la marque Cupra vient d'ajouter une petite nouvelle. On ne parle pas ici d'une voiture inédite, mais bel et bien d'une nouvelle finition sur la compacte électrique Born.

Son nom ? One. La vraie bonne nouvelle, c'est qu'elle s'affiche à 37 390 euros. Tout en étant éligible au bonus écologique de 4 000 € maximum. Mais même sans ce dernier, le tarif de la petite espagnole produite non pas en Espagne mais dans l'usine de Zwickau en Allemagne, tombe pour la première fois sous celui de sa cousine germanique, la Volkswagen ID.3. Précision tout de même : on parle ici à batterie équivalente de 59 kWh, donc l'ID.3 Pro, car malgré tout, VW propose sur l'ID.3 Pure de base un tarif plus agressif en-

core, dès 34 990 €. Mais avec une bien plus petite batterie.

Une autonomie pas si réduite

La Cupra Born One adopte donc la même batterie que sur la version supérieure, la version V, pour une autonomie inférieure de 428 km (558 km sur la Born V) en cycle WLTP. C'est très proche à l'autonomie de sa cousine de VW qui propose 434 km. En revanche niveau puissance c'est presque identique, 204 ch sur la Born One (230 ch sur la V). À noter que niveau recharge, le 10 à 80 % est annoncé en 24 minutes seulement en courant continu grâce à une puissance de charge allant jusqu'à 165 kW. En revanche en courant alternatif, il faut se contenter de 11 kW.

Le plein d'équipements

Pour le reste, Cupra ne jette pas l'équipement par dessus bord pour proposer cette Born One à prix réduit. Au contraire, elle reste plutôt richement équipée de série : projecteurs full LED, jantes noires de 19 pouces, sièges baquets en textile recyclé, caméra de recul, rétroviseurs dégivrants et rabattables électriquement, radars de stationnement avant et arrière, climatisation automatique 2 zones, régulateur de vitesse adaptatif (ACC) et un volant multifonction chauffant. En revanche, pour le système de navigation, il faut compter 765 € en plus, ou 1 050 € pour le toit panoramique fixe ou la pompe à chaleur. Enfin, la Cupra Born One dispose aussi de série d'une garantie de 5 ans ou 100.000 km.

Stellantis annonce une bonne nouvelle pour tous les propriétaires de moteurs Puretech

Stellantis continue sa campagne de reconquête des clients Puretech en élargissant la garantie et la couverture pour tous les moteurs Puretech de deuxième génération (EB2 Gen 2).

Cela signifie que tous les véhicules du groupe équipés d'un moteur Puretech à courroie seront pris en charge en cas de problème. La période ira donc aux modèles qui seront produits jusqu'à la fin d'année. Juin 2022, Stellantis modifie la production de son moteur Puretech qui passe sur une courroie renforcée, en plus d'adopter une segmentation différente et un nouveau séparateur d'huile.

Il était donc logique jusqu'ici que la couverture et la prise en charge des nombreux problèmes de fiabilité sur la seconde génération ne soit valable que jusqu'à cette période de juin 2022.

Mais dans une optique de reconquête d'un public forcément refroidi par les nombreux témoignages sur ce moteur mal né, Stellantis rajoute une corde à son arc. Le groupe a déjà fait feu de tout bois : prise en charge des moteurs touchés, et garantie 10 ans / 180 000 km (à condition que l'entretien ait été fait dans le réseau, ou sur présentation de factures prouvant l'origine



des pièces et des lubrifiants dans le cas d'un entretien hors réseau Stellantis) pour rassurer les clients que le défaut est connu en interne, réglé en production et surtout facilement détectable en cas d'entretien régulier.

Tous les Puretech à courroie couverts

Pour améliorer la prise en charge et surtout contenter tout le monde, Stel-

lantis annonce ainsi l'extension de la couverture pour tous les Puretech de seconde génération, sans distinction de date. Stellantis acceptait en effet jusqu'ici les courroies détériorées « produites d'avril 2014 à juin 2022, et les surconsommations d'huile pour les voitures produites de février 2018 à février 2023 (dates de l'application des solutions techniques garantissant la fiabilité) ». Une plateforme d'indemnisation avait d'ailleurs été

mise en place. Une période désormais largement étendue : « Pour rassurer davantage nos clients et à souligner notre confiance dans ces progrès, nous étendons maintenant la couverture spéciale jusqu'à la fin de la production pour tous les moteurs Turbo PureTech Gen 2, c'est-à-dire jusqu'à la fin de cette année ». Rappelons que Stellantis a dû maintenir le Puretech Gen 2 à courroie

plusieurs mois, le temps de faire la transition. Il reste encore des moteurs à courroie, notamment chez Peugeot (208 et 2008 1.2 100 ch). Signalons, en plus, que Stellantis n'est pas le seul concerné par ces problèmes de distribution à courroie « humide » en bain d'huile. Ford subit en effet le même sort sur certains de ses moteurs Ecoboost, qui nécessitent des prises en charge.

Le passage progressif à la chaîne de distribution

S'il ne devrait plus y avoir de problème majeur à acheter un moteur Puretech à courroie, en neuf comme en occasion (tant que l'entretien est fait aux bons intervalles et avec les huiles adaptées), les automobilistes réfractaires à la courroie peuvent toujours se tourner vers les moteurs à chaîne, pour la plupart hybrides chez Stellantis. Mais le groupe s'active sur la transition complète de sa production de Puretech vers les versions à chaîne de distribution qui, on l'espère pour le géant français, seront cette fois dépourvus de problèmes de conception entraînant de tels dégâts. En attendant, il semblerait que Stellantis reste sous le coup de l'action collective menée par un avocat.

Le dollar monte après le report des droits de douane américains sur l'UE

Le dollar est en hausse mardi, porté par le report de la mise en place des droits de douane américains de 50% qui devaient viser les importations européennes, tandis que les négociations pour un accord commercial se poursuivent. Donald Trump, qui avait menacé vendredi d'assommer l'Union européenne (UE) avec des droits de douane de 50% dès le 1er juin, a ensuite accepté dimanche de reporter jusqu'au 9 juillet l'imposition de ceux-ci, après un appel téléphonique avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 28 mai 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

2^e RÉGION MILITAIRE

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise un exercice tactique avec munitions réelles

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé, mardi au deuxième jour de sa visite en 2^e Région militaire, l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles intitulé "Soumoud 2025", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Au second jour de sa visite dans la 2^e Région militaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a supervisé, ce mardi 27 mai 2025, un exercice tactique avec munitions réelles +Soumoud 2025+ exécuté par les unités de la 36^e Brigade de l'infanterie mécanisée, appuyées par des unités relevant de diverses forces et armes, et qui s'inscrit dans le cadre de la clôture de l'année de préparation au combat 2024/2025", précise la même source. Au niveau du champ de tir et de manœuvres de la Région, et accompagné du Général-major Mohamed Tayeb Brakni, Commandant de la 2^e Région militaire, le Général d'Armée a suivi un

exposé présenté par le Commandant de la 36^e Brigade de l'infanterie mécanisée portant sur l'idée générale et les étapes d'exécution de cet exercice, lequel vise à "renforcer les capacités de combat et la coordination entre les différents états-majors". Cet exercice a également pour objectif d'"entraîner les commandements et les Etats-majors à la préparation, la planification et la conduite des opérations face aux menaces potentielles", ajoute le communiqué. Par la suite, le Général d'Armée "a suivi de près le déroulement des actions de combat menées par les unités engagées. Ces actions se sont distinguées par un haut niveau de professionnalisme lors de toutes les étapes d'exécution, avec un niveau tactique et opérationnelle remarquable, témoignant des hautes capacités de combat des équipages et des commandants à tous les échelons". "Elles ont également mis en évidence la parfaite exploitation du terrain, et une coordination exemplaire entre les différentes unités participantes, ainsi que la compétence élevée des cadres dans l'élaboration et la conduite des diverses opérations", note la même source.

ANP

L'Algérie abrite l'exercice sur terrain de la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord

L'Algérie abrite du 17 au 29 mai en cours à l'Ecole Supérieure de l'Infanterie "Djelloul Abidat" de Cherchell, l'exercice sur terrain de la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord (NARC), baptisé "Salam North Africa III", indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre du renforcement de la disponibilité opérationnelle de la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord, et en vue de rehausser le degré de coordination entre les différentes composantes de la Capacité dans l'exécution de ses missions, l'Algérie abrite du 17 au 29 mai 2025, au niveau de l'Ecole Supérieure de l'Infanterie (Djelloul Abidat), le déroulement de l'exercice sur terrain de ladite Capacité, baptisé +Salam North Africa III", précise la même source. A l'entame et depuis le

siège du Commandement de la 2^e Région militaire à Oran, où il effectue une visite de travail et d'inspection à partir du 26 mai 2025, le ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a prononcé une allocution via visioconférence, dans laquelle il a souhaité la bienvenue aux participants à l'exercice sur terrain de la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord, note le communiqué. Le Général d'Armée Chanegriha a également transmis aux participants "les salutations du président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", soulignant que cet exercice s'inscrit dans le cadre "des engagements des Etats membres de ce mécanisme pour soutenir les instruments de paix et de sécurité

continentales, mais aussi pour consolider les liens de coopération militaire régionale sous l'égide de l'Union africaine". "Il m'est agréable, à l'entame de cette allocution, de vous souhaiter à tous la bienvenue en Algérie, à l'occasion du lancement de l'exercice «Salam North Africa III», qui coïncide avec notre célébration, hier, de la Journée de l'Afrique, et qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de nos engagements constants pour soutenir les mécanismes de paix et de sécurité continentales et pour renforcer les liens de coopération militaire régionale, sous la bannière de l'Union africaine, dans le but d'atteindre les objectifs stratégiques de paix et de sécurité en Afrique, notamment en œuvrant à rendre notre continent plus stable et prospère", a déclaré le Général d'Armée Chanegriha.

Publicité

MOTOREST

L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE EST L'AFFAIRE DE TOUS !

motorest-algerie.com







SIPSA

VENEZ NOUS RENCONTRER SUR NOTRE STAND EXTERIEUR : ESPLANADE A

DU 26 AU 29 MAI 2025

MOTOREST.ALGERIE

MOTOREST.ALGER@MOTOREST-DZ.COM

+213 23 85 30 08 / +213 23 85 30 07



30th YEARS ANNIVERSARY





Workshop

"The Palm Tree Initiative"

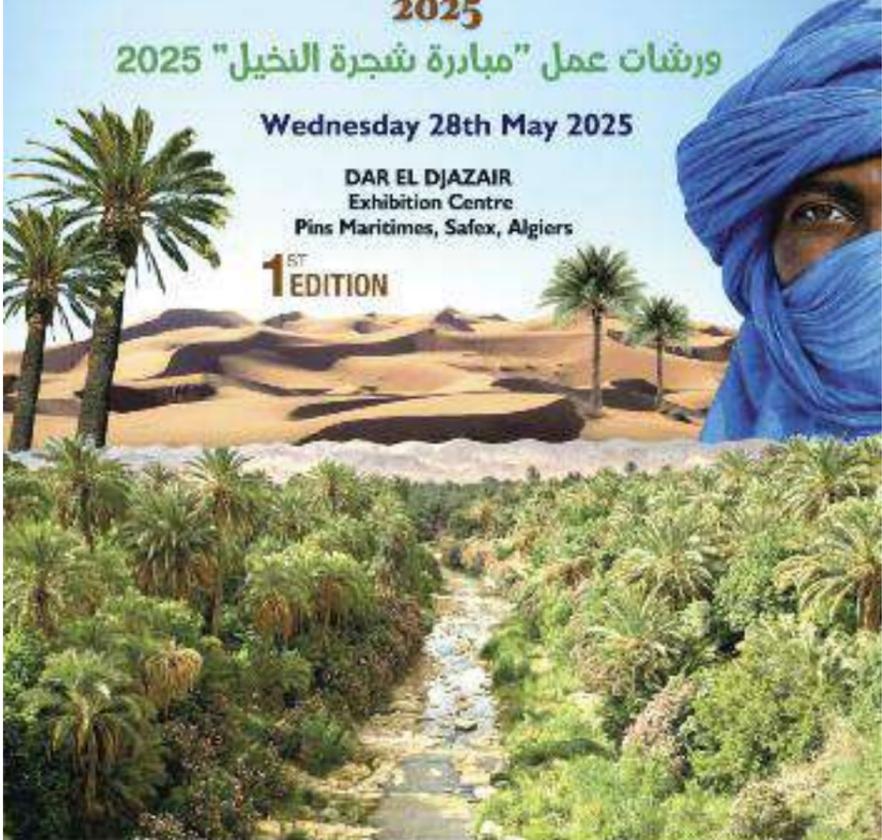
2025

ورشات عمل "مبادرة شجرة النخيل" 2025

Wednesday 28th May 2025

DAR EL DJAZAIR
Exhibition Centre
Pins Maritimes, Safex, Algiers

1ST EDITION



Coincidence avec :




Sponsors

